

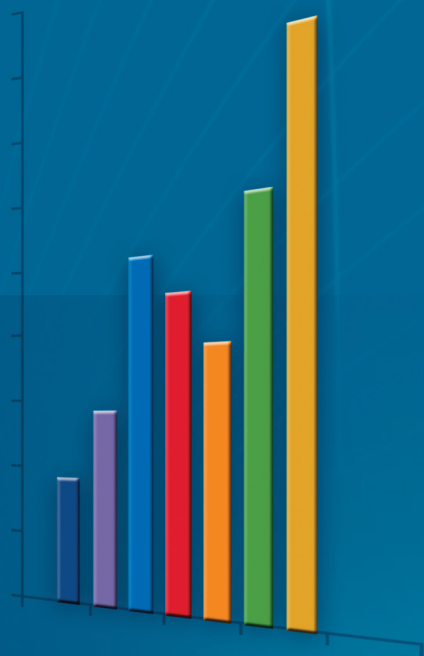
INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

ÉCONOMIE

Comptes économiques du Québec

1^{er} trimestre 2012



Pour tout renseignement concernant l'ISQ
et les données statistiques dont il dispose,
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
2^e trimestre 2012
ISSN 0840-7177 (version imprimée)
ISSN 1715-6351 (PDF)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 1988

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle
est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Juin 2012

Cette publication de l'Institut de la statistique du Québec présente les estimations trimestrielles des principaux agrégats des comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec.

Les données non désaisonnalisées sont obtenues à partir de données observées ou estimées selon diverses méthodes. Quant aux données désaisonnalisées, elles sont obtenues à l'aide des dernières techniques utilisées à Statistique Canada. Toutefois, les données publiées pour un trimestre particulier de l'année en cours sont sujettes à révision dans les publications subséquentes, au fur et à mesure que des données révisées servant à la production des comptes trimestriels deviennent disponibles.

Cette publication paraît habituellement tous les trimestres, environ quatre semaines après la publication des comptes trimestriels canadiens. Normalement, la publication du premier trimestre est disponible à la fin du mois de juin, celle du deuxième trimestre à la fin du mois de septembre, celle du troisième trimestre à la fin du mois de décembre et celle du quatrième trimestre à la fin du mois de mars.

*Produire une information statistique pertinente, fiable et objective, comparable, actuelle, intelligible et accessible, c'est là l'engagement « **qualité** » de l'Institut de la statistique du Québec.*

Cette publication a été
réalisée par :

Richard Barbeau, Danielle Bilodeau,
Daniel Mercier et Réjean Aubé, économistes

Avec l'assistance technique de :

Bruno Verreault, technicien en statistique
Annie Desjardins, adjointe administrative

Direction des statistiques économiques
et du développement durable :

Pierre Cauchon,
Directeur

Pour tout renseignement concernant le
contenu de cette publication :

Direction des statistiques économiques
et du développement durable
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2411
Télécopieur : 418 643-4129

Note au lecteur

Dans cette version des Comptes économiques trimestriels, les agrégats pour 2011 diffèrent de ceux de la publication annuelle *Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec* de l'ISQ. En effet, les comptes trimestriels sont produits selon un processus de mise à jour continue des données. Ainsi, les données des comptes trimestriels ont été révisées pour l'année 2011 pour les rendre comparables aux *Comptes nationaux canadiens* révisés par Statistique Canada le 1^{er} juin 2012.

Les données les plus récentes sont consultables sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec à l'adresse suivante : www.stat.gouv.qc.ca. Vous pouvez obtenir de l'information supplémentaire (tableau détaillé, cartographie, définition, méthodologie et classification) sur ces données dans la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec à l'adresse suivante : www.bdso.gouv.qc.ca.

Signes conventionnels

... N'ayant pas lieu de figurer

Abréviations et symboles

M En millions
% Pour cent ou en pourcentage

Table des matières

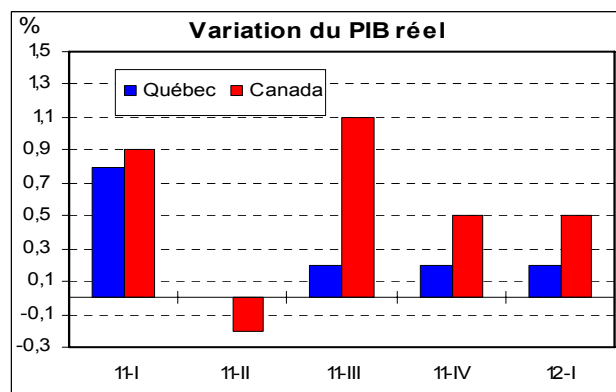
Chapitre 1	
Faits saillants	7
Introduction	7
Le produit intérieur brut selon les revenus	7
Le produit intérieur brut selon les dépenses	8
Le revenu personnel	9
Chapitre 2	
Tableaux statistiques	11
Annexe	
Notes méthodologiques	45
Les données utilisées pour la confection des comptes trimestriels	45
La désaisonnalisation des données	47

Liste des tableaux

1	Produit intérieur brut selon les revenus, données désaisonnalisées au taux annuel, Québec, 2009-2012	12	11	Produit intérieur brut selon les revenus, Québec, 2009-2012	32
2	Produit intérieur brut selon les dépenses, données désaisonnalisées au taux annuel, Québec, 2009-2012	14	12	Produit intérieur brut selon les dépenses, Québec, 2009-2012	34
3	Produit intérieur brut réel selon les dépenses, données désaisonnalisées au taux annuel, base 2002, Québec, 2009-2012	16	13	Provenance du revenu personnel, Québec, 2009-2012	36
4	Provenance du revenu personnel, données désaisonnalisées au taux annuel, Québec, 2009-2012	18	14	Utilisation du revenu personnel, Québec, 2009-2012	38
5	Utilisation du revenu personnel, données désaisonnalisées au taux annuel, Québec, 2009-2012	20	15	Dépenses personnelles en biens et services de consommation par catégorie de dépenses, Québec, 2009-2012	40
6	Dépenses personnelles en biens et services de consommation par catégorie de dépenses, données désaisonnalisées au taux annuel, Québec, 2009-2012	22	16	Recettes et dépenses de l'Administration provinciale, Québec, 2009-2012	42
7	Dépenses personnelles réelles en biens et services de consommation par catégorie de dépenses, base 2002, données désaisonnalisées au taux annuel, Québec, 2009-2012	24			
8	Compte extérieur, données désaisonnalisées au taux annuel, Québec, 2009-2012	26			
9	Compte extérieur réel, données désaisonnalisées au taux annuel, base 2002, Québec, 2009-2012	28			
10	Recettes et dépenses de l'Administration provinciale, données désaisonnalisées au taux annuel, Québec, 2009-2012	30			

INTRODUCTION¹

Le produit intérieur brut aux prix du marché augmente de 0,2 % en termes réels au premier trimestre 2012, soit la même croissance que celle enregistrée aux deux trimestres précédents. La croissance annualisée s'établit à 0,6 % au premier trimestre, comparativement à 1,9 % au Canada. Tant au Québec qu'au Canada, la croissance provient principalement de l'investissement des entreprises et de l'accroissement des stocks, alors que l'évolution du commerce extérieur vient mettre un frein à la progression du PIB. En regard du premier trimestre 2011, le PIB réel progresse de 0,6 % au Québec contre 1,8 % au Canada.



La demande intérieure finale augmente un peu moins rapidement qu'au trimestre précédent et sa croissance est due essentiellement à l'investissement en capital fixe, tant des administrations publiques que des entreprises, qui se redresse après deux trimestres de recul, tandis que les dépenses en biens et services des administrations publiques diminuent très faiblement et les dépenses personnelles de consommation demeurent stables.

Le déficit du solde du compte extérieur s'accroît après deux trimestres d'amélioration. Cette détérioration provient du recul marqué des exportations internationales en dépit d'une baisse des importations totales. Les exportations vers les autres provinces augmentent tandis que les importations en provenance des autres provinces diminuent.

Du côté des revenus, la rémunération des salariés augmente faiblement tandis que les bénéfices des sociétés sont en baisse. Par contre, les intérêts et revenus divers de placement enregistrent une onzième hausse consécutive et le revenu net des entreprises individuelles non agricoles inscrit pour sa part une huitième hausse de suite. En revanche, le revenu net des exploitants agricoles chute au premier trimestre après trois trimestres de fortes hausses.

Le revenu personnel augmente à un rythme inférieur à celui enregistré au cours du trimestre précédent, ralenti par la rémunération des salariés et les revenus de placement, tandis que les transferts des administrations publiques montrent leur plus forte hausse depuis le premier trimestre 2010. Face à la hausse marquée des impôts directs et autres transferts aux administrations publiques, le revenu personnel disponible diminue à la fois en termes nominaux et en termes réels. L'épargne personnelle, quant à elle, chute de près de la moitié et le taux d'épargne emprunte le même chemin.

LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT SELON LES REVENUS

Les composantes du produit intérieur net aux prix de base

Au premier trimestre 2012, la rémunération des salariés (+ 0,2 %) augmente légèrement après deux trimestres de hausses plus importantes (+ 1,0 % au troisième trimestre 2011 et + 1,3 % au quatrième). En 2011, la rémunération des salariés croît de 4,2 %. Elle s'établit à 181,7 G\$ au premier trimestre 2012.

Au premier trimestre 2012, les bénéfices des sociétés avant impôt baissent de 1,9 %, après avoir crû fortement au cours des deux trimestres précédents. En effet, les troisième et quatrième trimestres 2011 affichaient des croissances respectives de 4,9 % et 3,4 %. En ce qui concerne les bénéfices des entreprises publiques, ils présentent un résultat positif (+ 0,3 %) après deux trimestres à la baisse, attribuable aux entreprises publiques québécoises (+ 2,3 %), tandis que ceux des entreprises fédérales diminuent de 3,1 %.

1. La description des faits saillants est réalisée à partir des données désaisonnalisées au taux annuel (tableaux 1 à 10). Les données des Comptes trimestriels ont été révisées en 2011 pour les rendre comparables aux Comptes nationaux révisés par Statistique Canada le 1^{er} juin 2012.

Les intérêts et revenus divers de placement (+ 1,1 %) sont solides pour un quatrième trimestre consécutif. Les entreprises individuelles non agricoles (+ 1,2 %) conservent le rythme haussier adopté depuis le troisième trimestre 2010. Pour ce qui est des entreprises individuelles agricoles, le revenu net chute de 31,3 % en raison d'une baisse à la fois du revenu net réalisé et des stocks, après avoir connu de bonnes poussées de croissance en 2011.

Les impôts indirects et les subventions

Au premier trimestre 2012, les impôts indirects de l'administration fédérale s'élèvent de 1,3 %, en raison principalement de recettes accrues provenant de la TPS (+ 2,1 %). Les impôts de l'administration provinciale quant à eux s'accroissent de 7,1 %; cela est surtout attribuable aux recettes au chapitre de la TVQ (+ 11,6 %) et, dans une moindre mesure, à celles au titre du financement des programmes de santé (+ 3,0 %). Dans le cas de la TVQ, la forte augmentation reflète la hausse du taux entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2012 (de 8,5 % à 9,5 %). Enfin, les impôts des administrations locales augmentent de 0,9 %.

L'administration fédérale réduit ses subventions de 0,4 %, et l'administration provinciale, de 0,9 %, tandis que les administrations locales bonifient les leurs de 1,7 %.

LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT SELON LES DÉPENSES

Les dépenses personnelles de consommation

Au premier trimestre 2012, les dépenses de consommation en biens et en services se maintiennent au même niveau, après avoir crû de 1,0 % au trimestre précédent; elles s'élèvent donc à 185,0 G\$ en termes réels. Les consommateurs réduisent leurs dépenses en biens (– 0,7 %), tandis qu'ils augmentent celles en services (+ 0,6 %). La baisse observée dans les dépenses en biens concerne les biens non durables (– 1,1 %) et les biens durables (– 0,3 %) puisqu'une augmentation est notée dans les dépenses en biens semi-durables (+ 0,6 %).

Les achats de vêtements et chaussures (+ 1,3 %) montrent une hausse pour un troisième trimestre consécutif et les dépenses en meubles, accessoires d'ameublement, équipement ménager et entretien du ménage (+ 0,8 %) croissent à un taux semblable à celui du trimestre précédent.

Par contre, les dépenses en transport et en communication régressent de 1,1 % au premier trimestre, après avoir fortement augmenté (+ 2,4 %) au quatrième trimestre 2011. Du côté transport, les dépenses au chapitre des véhicules automobiles neufs, des réparations et des pièces de véhicules automobiles, des carburants et des lubrifiants diminuent, tandis que celles en communication progressent à nouveau. Les dépenses en loyers bruts, combustible et énergie montent de 0,8 %, alors que celles en biens et services personnels ainsi que celles en loisirs, divertissements, formation et culture demeurent presque les mêmes. Enfin, les dépenses en aliments, boissons et tabac et celles en soins médicaux et en services de santé baissent respectivement de 0,3 % et de 1,4 %.

Les dépenses publiques en biens et services

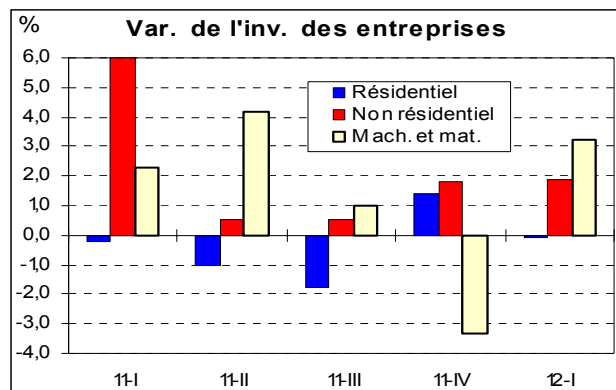
En termes réels, les dépenses publiques courantes en biens et services (– 0,1 %) se replient, après un trimestre à la hausse (+ 0,4 %). L'administration fédérale (– 2,5 %) met un frein à ses dépenses, tant en biens (– 4,5 %) qu'en services (– 1,1 %). L'administration provinciale, quant à elle, après avoir affiché deux reculs consécutifs, maintient ses dépenses au même niveau : la diminution de celles en services vient compenser l'augmentation de celles en biens. Au sein de cette administration, les dépenses du gouvernement augmentent (+ 1,0 %) après avoir évolué à la baisse à chacun des trimestres de 2011, celles en santé montent de 0,2 % après une progression de 1,3 % au trimestre précédent, tandis que celles en éducation diminuent de 4,0 %, ce qui constitue une troisième baisse d'affilée. Pour leur part, les administrations locales (+ 0,8 %) accroissent leurs dépenses; les dépenses des municipalités (+ 1,2 %) croissent plus fortement que celles des commissions scolaires (+ 0,3 %).

L'investissement en capital fixe

Après deux trimestres à la baisse, l'investissement en capital fixe (+ 1,5 %) se redresse; cette hausse est attribuable aux entreprises (+ 1,3 %) et aux administrations publiques (+ 2,3 %).

Les investissements des entreprises en machines et matériel augmentent de 3,2 %. Quant aux investissements dans la construction non résidentielle (+ 1,9 %), ils s'accroissent pour un sixième trimestre consécutif, tandis que ceux en construction résidentielle (– 0,1 %) se replient légèrement.

La construction résidentielle neuve (– 1,9 %) décroît pour la première fois depuis le premier trimestre 2011, tandis que les dépenses en rénovation (+ 0,7 %) et les coûts de transfert de propriété (+ 3,2 %) demeurent à la hausse.



La demande intérieure totale et le commerce extérieur

Poussée par l'investissement en capital fixe qui prend le relais des dépenses des consommateurs et des administrations publiques, la demande intérieure finale affiche une augmentation de 0,3 %, soit quelque peu inférieure à celle du quatrième trimestre 2011 (+ 0,5 %). Avec un investissement en stocks de 1,7 G\$, la demande intérieure totale (+ 1,0 %) retrouve de la vigueur à la suite de deux trimestres à la baisse.

Au premier trimestre 2012, les exportations totales de biens et services (– 3,5 %) décroissent, après deux trimestres à la hausse. Les exportations internationales en sont la cause puisqu'elles baissent de 6,3 % (celles en biens : – 7,4 %; celles en services : + 0,7 %). En ce qui concerne les exportations vers les autres provinces, elles augmentent de 1,1 %; celles en services (+ 1,8 %) contribuent davantage à l'augmentation que celles en biens (+ 0,5 %).

Les importations totales de biens et services diminuent de 1,2 %, après trois trimestres de croissance. Les importations provenant des autres pays (– 1,5 %) ainsi que, dans une moindre mesure, celles provenant des autres provinces (– 0,7 %) contribuent à ce résultat. Une baisse est observée pour les importations de biens (– 1,7 %); celles provenant des autres pays montrent un recul de 1,8 %, et celles provenant des autres provinces, un recul de 1,2 %. Quant aux importations de services provenant des autres provinces, elles affichent

également une diminution. Seules les importations de services provenant des autres pays augmentent (+ 0,3 %).

La décrue plus importante des exportations comparativement à celle des importations fait gonfler le solde déficitaire du commerce extérieur qui passe de 33,3 G\$ à 36,1 G\$. Cela reflète la situation du commerce extérieur international (– 36,0 G\$ contre – 32,3 G\$), puisque le déficit du commerce interprovincial diminue (– 2,1 G\$ contre – 3,1 G\$).

LE REVENU PERSONNEL

La provenance

Le revenu personnel affiche une augmentation de 0,4 % au premier trimestre 2012 et s'établit à 287,1 G\$. Les revenus relatifs au travail (+ 0,2 %) et les revenus de placement (+ 0,4 %) expliquent cette faible hausse, alors que les transferts en provenance des administrations publiques (+ 1,2 %) enregistrent leur plus forte croissance depuis le premier trimestre de 2010. La hausse des transferts s'étend à tous les niveaux. Ainsi, les transferts de l'administration fédérale montent de 1,1 %, malgré une baisse de 0,4 % des prestations d'assurance-emploi plus qu'annulée par les hausses identiques de 1,6 % des transferts divers et des prestations de la sécurité de la vieillesse; les versements de la prestation fiscale pour enfants, quant à eux, demeurent stables.

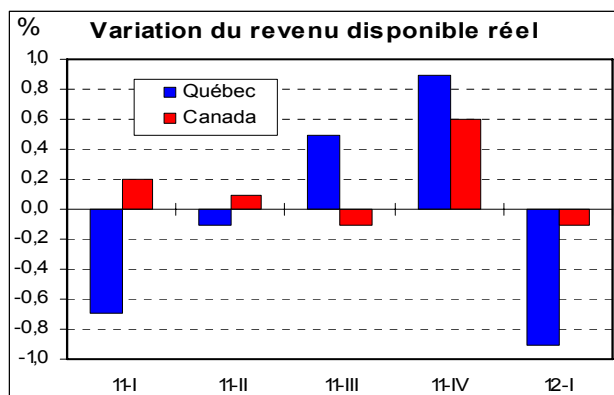
Les transferts de l'administration provinciale s'accroissent de 1,0 %, après une augmentation de 0,7 % au quatrième trimestre 2011. Cette hausse s'explique en grande partie par les indemnités de la CSST (+ 8,8 %) et, aussi, par les prestations du Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) (+ 2,3 %) et les prestations d'aide sociale (+ 0,7 %). Par contre, les transferts aux associations de bienfaisance diminuent de 1,2 % et les transferts divers, de 0,5 %. Enfin, les prestations du RRQ s'établissent à 10,8 G\$ au premier trimestre, en hausse de 1,8 %, tandis que celles du RPC passent de 136 M\$ à 140 M\$.

L'utilisation

Les impôts directs et autres transferts des particuliers aux administrations publiques augmentent de 2,9 %, soit nettement plus qu'au trimestre précédent (+ 1,0 %). Pour ce qui est des recettes au titre de l'impôt sur le revenu, elles montent de 3,1 % au premier trimestre 2012, après avoir crû de 1,1 % au trimestre précédent. Puis, les recettes au chapitre de l'impôt provincial croissent de 4,2 % et celles au chapitre de l'impôt fédéral, de 1,8 %.

Pour leur part, les cotisations aux régimes d'assurance sociale sont en hausse de 2,3 % comparativement à 0,4 % au trimestre précédent. Les cotisations à l'assurance-emploi (+ 2,0 %), au RRQ (+ 2,2 %) et à la CSST (+ 1,7 %) montrent des augmentations du même ordre. Par contre, les cotisations au RQAP montent de 4,6 % et celles qui sont versées au RPC, de 4,8 %. Par ailleurs, les autres transferts des particuliers augmentent de 4,0 %; cette hausse est principalement attribuable aux transferts à l'administration provinciale qui bondissent (+ 14,7 %), reflétant l'augmentation de la contribution au financement des établissements de santé.

Face à la hausse relativement forte des impôts, le revenu personnel disponible régresse de 0,4 % au premier trimestre. De plus, exprimé en termes réels au moyen de l'indice implicite des prix des dépenses de consommation, le revenu personnel disponible diminue de 0,9 %, annulant ainsi la hausse de 0,9 % enregistrée au trimestre précédent. En ce qui concerne l'épargne personnelle, elle chute au premier trimestre, en raison de la progression des dépenses de consommation (+ 0,5 %) et du recul du revenu disponible en dollars courants. Ainsi, le taux d'épargne passe de 1,9 % au quatrième trimestre 2011 à 1,0 % au premier trimestre 2012, comparativement à un taux moyen de 2,1 % en 2011. Au Canada, le taux d'épargne passe de 3,1 % à 2,9 % pour cette période, comparativement à 3,6 % pour l'année 2011.



Tableaux statistiques

Les tableaux 1 à 10 présentent des données désaisonnalisées au taux annuel, c'est-à-dire corrigées des variations saisonnières et ramenées sur une base annuelle. Les tableaux 11 à 16 présentent des données brutes, c'est-à-dire non désaisonnalisées.

Les données des Comptes économiques trimestriels du Québec ont été révisées pour l'année 2011 pour les rendre comparables aux *Comptes nationaux canadiens* publiés le 1^{er} juin 2012 par Statistique Canada.

Tableau 1

Produit intérieur brut selon les revenus¹, données désaisonnalisées au taux annuel, Québec, 2009-2012

	2009					2010				
	I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année
	M\$									
01 Rémunération des salariés	163 305	163 229	164 905	166 673	164 528	168 041	170 289	172 857	174 997	171 546
	-1,0	0,0	1,0	1,1	0,5	0,8	1,3	1,5	1,2	4,3
02 Bénéfices des sociétés avant impôt	22 188	20 436	21 976	24 000	22 150	25 524	25 540	26 236	27 496	26 199
	-6,2	-7,9	7,5	9,2	-14,0	6,4	0,1	2,7	4,8	18,3
03 Bénéfices des entreprises publiques avant impôt	4 864	5 008	5 320	5 360	5 138	5 120	3 984	3 972	4 156	4 308
	-6,0	3,0	6,2	0,8	1,6	-4,5	-22,2	-0,3	4,6	-16,2
04 Intérêts et revenus divers de placement	17 744	16 492	16 544	16 828	16 902	16 900	17 620	17 724	17 756	17 500
	-2,8	-7,1	0,3	1,7	-5,5	0,4	4,3	0,6	0,2	3,5
05 Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	640	396	224	292	388	520	620	468	492	525
	-7,5	-38,1	-43,4	30,4	7,8	78,1	19,2	-24,5	5,1	35,3
06 Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	18 524	18 956	19 216	19 612	19 077	19 464	19 628	19 900	20 088	19 770
	3,2	2,3	1,4	2,1	7,5	-0,8	0,8	1,4	0,9	3,6
07 Ajustement de la valeur des stocks	-24	752	124	452	326	1 788	496	-452	-1 172	165
	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
08 Impôts moins subventions, sur facteurs de production	18 392	18 372	18 416	18 628	18 452	18 864	18 980	19 012	19 296	19 038
	-0,9	-0,1	0,2	1,2	0,2	1,3	0,6	0,2	1,5	3,2
09 Produit intérieur net aux prix de base	245 633	243 641	246 725	251 845	246 961	256 221	257 157	259 717	263 109	259 051
	-1,5	-0,8	1,3	2,1	-0,4	1,7	0,4	1,0	1,3	4,9
10 Impôts moins subventions, sur produits	17 932	17 572	17 784	18 256	17 886	18 377	18 797	19 257	19 725	19 039
	-1,2	-2,0	1,2	2,7	-1,7	0,7	2,3	2,4	2,4	6,4
11 Provisions pour consommation de capital	39 680	39 913	40 208	40 395	40 049	40 783	41 200	41 683	42 078	41 436
	1,5	0,6	0,7	0,5	4,4	1,0	1,0	1,2	0,9	3,5
12 Divergence statistique	-66	-10	-11	-53	-35	-120	-161	-200	-231	-178
13 Produit intérieur brut aux prix du marché	303 179	301 116	304 706	310 443	304 861	315 261	316 993	320 457	324 681	319 348
	-1,1	-0,7	1,2	1,9	0,1	1,6	0,5	1,1	1,3	4,8

1. À chacune des variables, les données de la première ligne correspondent à la valeur de la variable et celles de la deuxième ligne indiquent la variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent.

Source : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

2011					2012						
I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année		
M\$											
177 209	177 297	179 001	181 397	178 726	181 728					Rémunération des salariés	01
1,3	0,0	1,0	1,3	4,2	0,2						
28 804	28 216	29 586	30 578	29 296	29 999					Bénéfices des sociétés avant impôt	02
4,8	-2,0	4,9	3,4	11,8	-1,9						
4 448	4 592	4 552	4 460	4 513	4 472					Bénéfices des entreprises publiques avant impôt	03
7,0	3,2	-0,9	-2,0	4,8	0,3						
17 768	18 048	18 168	18 572	18 139	18 784					Intérêts et revenus divers de placement	04
0,1	1,6	0,7	2,2	3,7	1,1						
348	548	764	832	623	572					Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	05
-29,3	57,5	39,4	8,9	18,7	-31,3						
20 304	20 544	20 912	21 204	20 741	21 448					Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	06
1,1	1,2	1,8	1,4	4,9	1,2						
-536	164	-200	-420	-248	736					Ajustement de la valeur des stocks	07
...	...	...	...	...	...						
19 624	19 740	19 668	19 708	19 685	20 128					Impôts moins subventions, sur facteurs de production	08
1,7	0,6	-0,4	0,2	3,4	2,1						
267 969	269 149	272 451	276 331	271 475	277 867					Produit intérieur net aux prix de base	09
1,8	0,4	1,2	1,4	4,8	0,6						
20 480	20 828	21 188	21 812	21 077	23 640					Impôts moins subventions, sur produits	10
3,8	1,7	1,7	2,9	10,7	8,4						
42 408	42 977	43 379	43 852	43 154	44 285					Provisions pour consommation de capital	11
0,8	1,3	0,9	1,1	4,1	1,0						
36	150	222	252	165	245					Divergence statistique	12
330 893	333 104	337 240	342 247	335 871	346 037					Produit intérieur brut aux prix du marché	13
1,9	0,7	1,2	1,5	5,2	1,1						

Tableau 2

Produit intérieur brut selon les dépenses¹, données désaisonnalisées au taux annuel, Québec, 2009-2012

		2009					2010				
		I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année
		M\$									
01	Dépenses personnelles en biens et services de consommation ²	187 933	189 043	191 237	193 855	190 517	197 196	196 255	199 269	202 192	198 728
		0,0	0,6	1,2	1,4	1,3	1,7	-0,5	1,5	1,5	4,3
02	Dépenses personnelles en biens	91 215	91 568	92 683	94 086	92 388	96 433	94 395	95 782	97 530	96 035
		-0,5	0,4	1,2	1,5	-0,2	2,5	-2,1	1,5	1,8	3,9
03	Dépenses personnelles en services	96 718	97 475	98 554	99 769	98 129	100 763	101 860	103 487	104 662	102 693
		0,5	0,8	1,1	1,2	2,7	1,0	1,1	1,6	1,1	4,7
04	Dépenses publiques courantes en biens et services	72 069	72 396	73 254	74 049	72 942	74 685	75 882	76 530	77 483	76 145
		1,9	0,5	1,2	1,1	5,6	0,9	1,6	0,9	1,2	4,4
05	Investissement en capital fixe	63 556	62 197	62 924	64 531	63 302	66 373	67 972	69 726	70 873	68 736
		-4,0	-2,1	1,2	2,6	-2,4	2,9	2,4	2,6	1,6	8,6
06	Administrations publiques	14 471	14 579	14 919	15 215	14 796	15 448	15 844	16 240	16 492	16 006
		0,6	0,7	2,3	2,0	9,7	1,5	2,6	2,5	1,6	8,2
07	Construction résidentielle	124	104	104	104	109	112	112	112	112	112
		-24,4	-16,1	0,0	0,0	-35,5	7,7	0,0	0,0	0,0	2,8
08	Construction non résidentielle	10 339	10 279	10 487	10 747	10 463	11 048	11 504	11 888	12 048	11 622
		-1,2	-0,6	2,0	2,5	6,4	2,8	4,1	3,3	1,3	11,1
09	Machines et matériel	4 008	4 196	4 328	4 364	4 224	4 288	4 228	4 240	4 332	4 272
		6,6	4,7	3,1	0,8	21,4	-1,7	-1,4	0,3	2,2	1,1
10	Entreprises	49 085	47 618	48 005	49 316	48 506	50 925	52 128	53 486	54 381	52 730
		-5,2	-3,0	0,8	2,7	-5,6	3,3	2,4	2,6	1,7	8,7
11	Construction résidentielle	21 841	21 674	22 521	23 700	22 434	24 813	25 340	26 210	26 637	25 750
		-6,1	-0,8	3,9	5,2	0,4	4,7	2,1	3,4	1,6	14,8
12	Construction non résidentielle	11 316	11 040	11 092	11 376	11 206	11 672	11 896	11 956	12 120	11 911
		-2,8	-2,4	0,5	2,6	-2,1	2,6	1,9	0,5	1,4	6,3
13	Machines et matériel	15 928	14 904	14 392	14 240	14 866	14 440	14 892	15 320	15 624	15 069
		-5,7	-6,4	-3,4	-1,1	-15,4	1,4	3,1	2,9	2,0	1,4
14	Demande intérieure finale	323 558	323 636	327 415	332 435	326 761	338 254	340 109	345 525	350 548	343 609
		-0,4	0,0	1,2	1,5	1,5	1,8	0,5	1,6	1,5	5,2
15	Investissement en stocks	-524	848	-2 724	-1 824	-1 056	-440	2 472	3 084	-2 672	611
		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
16	Demande intérieure totale	323 034	324 484	324 691	330 611	325 705	337 814	342 581	348 609	347 876	344 220
		-0,7	0,4	0,1	1,8	0,8	2,2	1,4	1,8	-0,2	5,7
17	Solde du commerce extérieur	-19 921	-23 377	-19 995	-20 219	-20 878	-22 669	-25 744	-28 346	-23 421	-25 045
18	Divergence statistique	66	9	10	51	34	118	158	196	228	175
19	Produit intérieur brut aux prix du marché	303 179	301 116	304 706	310 443	304 861	315 261	316 993	320 457	324 681	319 348
		-1,1	-0,7	1,2	1,9	0,1	1,6	0,5	1,1	1,3	4,8

1. À chacune des variables, les données de la première ligne correspondent à la valeur de la variable et celles de la deuxième ligne indiquent la variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent.

2. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Source : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

2011					2012						
I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année		
M\$											
203 725	204 685	206 196	209 150	205 939	210 170					Dépenses personnelles en biens et services de consommation ²	01
0,8	0,5	0,7	1,4	3,6	0,5					Dépenses personnelles en biens	02
98 298	98 664	99 563	101 303	99 457	101 183					Dépenses personnelles en services	03
0,8	0,4	0,9	1,7	3,6	-0,1						
105 427	106 021	106 633	107 847	106 482	108 987						
0,7	0,6	0,6	1,1	3,7	1,1						
78 083	78 434	79 368	79 675	78 890	80 054					Dépenses publiques courantes en biens et services	04
0,8	0,4	1,2	0,4	3,6	0,5						
71 721	72 363	72 372	73 160	72 404	74 710					Investissement en capital fixe	05
1,2	0,9	0,0	1,1	5,3	2,1						
16 472	16 844	16 412	16 364	16 523	16 828					Administrations publiques	06
-0,1	2,3	-2,6	-0,3	3,2	2,8					Construction résidentielle	07
108	112	112	108	110	108					Construction non résidentielle	08
-3,6	3,7	0,0	-3,6	-1,8	0,0					Machines et matériel	09
12 104	12 404	11 940	11 896	12 086	12 368						
0,5	2,5	-3,7	-0,4	4,0	4,0						
4 260	4 328	4 360	4 360	4 327	4 352						
-1,7	1,6	0,7	0,0	1,3	-0,2						
55 249	55 519	55 960	56 796	55 881	57 882					Entreprises	10
1,6	0,5	0,8	1,5	6,0	1,9					Construction résidentielle	11
26 565	26 255	26 092	26 536	26 362	26 818					Construction non résidentielle	12
-0,3	-1,2	-0,6	1,7	2,4	1,1					Machines et matériel	13
12 948	13 080	13 292	13 720	13 260	14 144						
6,8	1,0	1,6	3,2	11,3	3,1						
15 736	16 184	16 576	16 540	16 259	16 920						
0,7	2,8	2,4	-0,2	7,9	2,3						
353 529	355 482	357 936	361 985	357 233	364 934					Demande intérieure finale	14
0,9	0,6	0,7	1,1	4,0	0,8					Investissement en stocks	15
1 104	4 080	1 540	-1 476	1 312	976						
...	...	...	...	...	...						
354 633	359 562	359 476	360 509	358 545	365 910					Demande intérieure totale	16
1,9	1,4	0,0	0,3	4,2	1,5						
-23 703	-26 307	-22 015	-18 011	-22 509	-19 630					Solde du commerce extérieur	17
-37	-151	-221	-251	-165	-244					Divergence statistique	18
330 893	333 104	337 240	342 247	335 871	346 037					Produit intérieur brut aux prix du marché	19
1,9	0,7	1,2	1,5	5,2	1,1						

Tableau 3

Produit intérieur brut réel selon les dépenses¹, données désaisonnalisées au taux annuel, base 2002, Québec, 2009-2012

		2009					2010				
		I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année
M\$											
01	Dépenses personnelles en biens et services de consommation ²	172 457	172 923	174 201	175 627	173 802	178 311	177 882	179 980	182 103	179 569
		0,1	0,3	0,7	0,8	0,8	1,5	-0,2	1,2	1,2	3,3
02	Dépenses personnelles en biens	86 667	86 761	87 550	88 310	87 322	90 256	88 741	90 118	91 345	90 115
		0,2	0,1	0,9	0,9	0,9	2,2	-1,7	1,6	1,4	3,2
03	Dépenses personnelles en services	85 719	86 074	86 571	87 224	86 397	88 010	88 942	89 690	90 630	89 318
		0,0	0,4	0,6	0,8	0,7	0,9	1,1	0,8	1,0	3,4
04	Dépenses publiques courantes en biens et services	60 513	60 420	61 155	61 736	60 956	61 925	62 704	62 546	63 389	62 641
		1,0	-0,2	1,2	1,0	3,2	0,3	1,3	-0,3	1,3	2,8
05	Investissement en capital fixe	55 736	55 370	56 414	57 832	56 338	59 043	60 367	62 265	63 297	61 243
		-4,0	-0,7	1,9	2,5	-5,2	2,1	2,2	3,1	1,7	8,7
06	Administrations publiques	12 218	12 522	13 028	13 288	12 764	13 356	13 672	14 065	14 191	13 821
		0,6	2,5	4,0	2,0	8,6	0,5	2,4	2,9	0,9	8,3
07	Construction résidentielle	96	80	72	72	80	80	80	80	80	80
		-22,6	-16,7	-10,0	0,0	-37,0	11,1	0,0	0,0	0,0	0,0
08	Construction non résidentielle	7 528	7 579	7 794	7 947	7 712	8 048	8 331	8 602	8 563	8 386
		-0,2	0,7	2,8	2,0	6,4	1,3	3,5	3,3	-0,5	8,7
09	Machines et matériel	4 512	4 836	5 160	5 268	4 944	5 204	5 215	5 320	5 477	5 304
		4,7	7,2	6,7	2,1	16,8	-1,2	0,2	2,0	3,0	7,3
10	Entreprises	43 518	42 848	43 386	44 544	43 574	45 687	46 695	48 200	49 106	47 422
		-5,2	-1,5	1,3	2,7	-8,7	2,6	2,2	3,2	1,9	8,8
11	Construction résidentielle	16 541	16 362	16 665	17 532	16 775	18 255	18 598	19 420	19 507	18 945
		-6,3	-1,1	1,9	5,2	-2,2	4,1	1,9	4,4	0,4	12,9
12	Construction non résidentielle	8 929	8 753	8 815	8 971	8 867	9 003	9 053	9 024	9 104	9 046
		-3,3	-2,0	0,7	1,8	-4,3	0,4	0,6	-0,3	0,9	2,0
13	Machines et matériel	17 818	17 258	17 297	17 379	17 438	17 763	18 383	19 140	19 906	18 798
		-7,1	-3,1	0,2	0,5	-19,6	2,2	3,5	4,1	4,0	7,8
14	Demande intérieure finale	288 641	288 695	291 787	295 209	291 083	299 255	300 886	304 722	308 741	303 401
		-0,5	0,0	1,1	1,2	0,1	1,4	0,5	1,3	1,3	4,2
15	Investissement en stocks	-496	336	-2 164	-1 688	-1 003	-952	1 180	2 112	-2 320	5
		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
16	Demande intérieure totale	288 145	289 031	289 623	293 521	290 080	298 303	302 066	306 834	306 421	303 406
		-0,3	0,3	0,2	1,3	-0,3	1,6	1,3	1,6	-0,1	4,6
17	Solde du commerce extérieur	-23 277	-24 560	-23 392	-24 543	-23 943	-27 871	-30 456	-34 321	-32 744	-31 348
18	Divergence statistique	58	8	9	45	30	102	136	168	194	150
19	Produit intérieur brut aux prix du marché	266 012	265 538	267 344	270 266	267 290	271 995	273 385	274 413	275 631	273 856
		-0,9	-0,2	0,7	1,1	-0,7	0,6	0,5	0,4	0,4	2,5

1. À chacune des variables, les données de la première ligne correspondent à la valeur de la variable et celles de la deuxième ligne indiquent la variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent.

2. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Source : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

2011					2012						
I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année		
M\$											
181 839	182 430	183 187	184 956	183 103	184 961					Dépenses personnelles en biens et services de consommation ²	01
-0,1	0,3	0,4	1,0	2,0	0,0						
90 707	90 767	91 244	92 386	91 276	91 785					Dépenses personnelles en biens	02
-0,7	0,1	0,5	1,3	1,3	-0,7						
90 954	91 472	91 760	92 406	91 648	92 957					Dépenses personnelles en services	03
0,4	0,6	0,3	0,7	2,6	0,6						
62 947	62 875	62 631	62 867	62 830	62 787					Dépenses publiques courantes en biens et services	04
-0,7	-0,1	-0,4	0,4	0,3	-0,1						
63 761	64 603	64 078	63 602	64 011	64 586					Investissement en capital fixe	05
0,7	1,3	-0,8	-0,7	4,5	1,5						
13 976	14 246	13 870	13 664	13 939	13 975					Administrations publiques	06
-1,5	1,9	-2,6	-1,5	0,9	2,3						
76	80	80	76	78	76					Construction résidentielle	07
-5,0	5,3	0,0	-5,0	-2,5	0,0						
8 436	8 549	8 158	8 057	8 300	8 294					Construction non résidentielle	08
-1,5	1,3	-4,6	-1,2	-1,0	2,9						
5 443	5 611	5 646	5 556	5 564	5 584					Machines et matériel	09
-0,6	3,1	0,6	-1,6	4,9	0,5						
49 785	50 357	50 208	49 938	50 072	50 611					Entreprises	10
1,4	1,1	-0,3	-0,5	5,6	1,3						
19 476	19 283	18 942	19 215	19 229	19 188					Construction résidentielle	11
-0,2	-1,0	-1,8	1,4	1,5	-0,1						
9 654	9 701	9 749	9 928	9 758	10 120					Construction non résidentielle	12
6,0	0,5	0,5	1,8	7,9	1,9						
20 360	21 218	21 428	20 726	20 933	21 393					Machines et matériel	13
2,3	4,2	1,0	-3,3	11,4	3,2						
308 263	309 535	309 456	310 966	309 555	311 848					Demande intérieure finale	14
-0,2	0,4	0,0	0,5	2,0	0,3						
2 601	4 020	2 186	-587	2 055	1 712					Investissement en stocks	15
...	...	...	...	...	...						
310 864	313 555	311 642	310 379	311 610	313 560					Demande intérieure totale	16
1,4	0,9	-0,6	-0,4	2,7	1,0						
-34 870	-37 431	-35 094	-33 285	-35 170	-36 061					Solde du commerce extérieur	17
-33	-128	-186	-209	-139	-201					Divergence statistique	18
277 967	278 091	278 526	279 072	278 414	279 513					Produit intérieur brut aux prix du marché	19
0,8	0,0	0,2	0,2	1,7	0,2						

Tableau 4

Provenance du revenu personnel¹, données désaisonnalisées au taux annuel, Québec, 2009-2012

		2009					2010				
		I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année
		M\$									
01	Rémunération des salariés	166 907	166 820	168 533	170 336	168 149	171 725	174 024	176 658	178 857	175 316
		-1,0	-0,1	1,0	1,1	0,4	0,8	1,3	1,5	1,2	4,3
02	Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	640	396	224	292	388	520	620	468	492	525
		-7,5	-38,1	-43,4	30,4	7,8	78,1	19,2	-24,5	5,1	35,3
03	Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	18 524	18 956	19 216	19 612	19 077	19 464	19 628	19 900	20 088	19 770
		3,2	2,3	1,4	2,1	7,5	-0,8	0,8	1,4	0,9	3,6
04	Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	29 324	28 352	28 060	28 248	28 496	28 324	29 052	29 016	29 128	28 880
		-2,3	-3,3	-1,0	0,7	-7,0	0,3	2,6	-0,1	0,4	1,3
Transferts courants											
05	Des administrations publiques	44 208	44 692	45 044	45 496	44 860	46 276	46 200	46 532	46 864	46 468
		1,7	1,1	0,8	1,0	3,9	1,7	-0,2	0,7	0,7	3,6
06	Des sociétés	453	418	448	469	447	523	514	512	547	524
		-8,1	-7,7	7,2	4,7	-21,7	11,5	-1,7	-0,4	6,8	17,2
07	Des non-résidents du Canada	669	644	629	706	662	749	767	776	764	764
		-4,6	-3,7	-2,3	12,2	2,5	6,1	2,4	1,2	-1,5	15,4
08	Revenu personnel	260 725	260 278	262 154	265 159	262 079	267 581	270 805	273 862	276 740	272 247
		-0,5	-0,2	0,7	1,1	0,6	0,9	1,2	1,1	1,1	3,9

1. À chacune des variables, les données de la première ligne correspondent à la valeur de la variable et celles de la deuxième ligne indiquent la variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent. Le revenu personnel est estimé sur une base nationale.

Source : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

2011					2012				
I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année
M\$									
181 107	181 186	182 933	185 394	182 655	185 736				
1,3	0,0	1,0	1,3	4,2	0,2				
348	548	764	832	623	572				
-29,3	57,5	39,4	8,9	18,7	-31,3				
20 304	20 544	20 912	21 204	20 741	21 448				
1,1	1,2	1,8	1,4	4,9	1,2				
29 324	29 452	29 588	29 976	29 585	30 108				
0,7	0,4	0,5	1,3	2,4	0,4				
46 784	47 116	47 120	47 408	47 107	47 996				
-0,2	0,7	0,0	0,6	1,4	1,2				
565	560	577	594	574	587				
3,3	-0,9	3,0	2,9	9,5	-1,2				
714	632	637	657	660	648				
-6,5	-11,5	0,8	3,1	-13,6	-1,4				
279 146	280 038	282 531	286 065	281 945	287 095				
0,9	0,3	0,9	1,3	3,6	0,4				

Rémunération des salariés 01

Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole 02

Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris 03

Intérêts, dividendes et revenus divers de placement 04

Transferts courants

Des administrations publiques 05

Des sociétés 06

Des non-résidents du Canada 07

Revenu personnel 08

Tableau 5

Utilisation du revenu personnel¹, données désaisonnalisées au taux annuel, Québec, 2009-2012

		2009					2010				
		I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année
		M\$									
01	Dépenses personnelles en biens et services de consommation	187 933	189 043	191 237	193 855	190 517	197 196	196 255	199 269	202 192	198 728
		0,0	0,6	1,2	1,4	1,3	1,7	-0,5	1,5	1,5	4,3
02	Biens	91 215	91 568	92 683	94 086	92 388	96 433	94 395	95 782	97 530	96 035
		-0,5	0,4	1,2	1,5	-0,2	2,5	-2,1	1,5	1,8	3,9
03	Durables	25 477	25 542	26 089	26 528	25 909	27 547	26 447	26 958	28 068	27 255
		-1,8	0,3	2,1	1,7	-1,5	3,8	-4,0	1,9	4,1	5,2
04	Semi-durables	15 759	15 583	15 667	15 903	15 728	16 523	16 030	16 128	16 299	16 245
		-0,7	-1,1	0,5	1,5	-0,1	3,9	-3,0	0,6	1,1	3,3
05	Non durables	49 979	50 443	50 927	51 655	50 751	52 363	51 918	52 696	53 163	52 535
		0,2	0,9	1,0	1,4	0,5	1,4	-0,8	1,5	0,9	3,5
06	Services	96 718	97 475	98 554	99 769	98 129	100 763	101 860	103 487	104 662	102 693
		0,5	0,8	1,1	1,2	2,7	1,0	1,1	1,6	1,1	4,7
07	Transferts courants	64 191	63 470	62 938	64 329	63 732	64 998	62 850	67 199	68 205	65 813
		-1,7	-1,1	-0,8	2,2	-2,7	1,0	-3,3	6,9	1,5	3,3
08	Aux administrations publiques	59 972	59 564	59 059	60 513	59 777	60 928	58 674	62 955	63 947	61 626
		-1,5	-0,7	-0,8	2,5	-2,0	0,7	-3,7	7,3	1,6	3,1
09	Impôts sur le revenu	39 516	39 132	38 735	39 349	39 183	39 716	38 470	41 163	41 827	40 294
		-2,8	-1,0	-1,0	1,6	-4,7	0,9	-3,1	7,0	1,6	2,8
10	Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
11	Cotisations aux régimes d'assurance sociale	17 220	17 220	17 040	17 784	17 316	17 820	16 872	18 428	18 624	17 936
		0,9	0,0	-1,0	4,4	3,3	0,2	-5,3	9,2	1,1	3,6
12	Autres	3 236	3 212	3 284	3 380	3 278	3 392	3 332	3 364	3 496	3 396
		2,1	-0,7	2,2	2,9	5,3	0,4	-1,8	1,0	3,9	3,6
13	Aux sociétés	2 874	2 625	2 624	2 561	2 671	2 805	2 897	2 944	2 962	2 902
		-8,8	-8,7	0,0	-2,4	-17,5	9,5	3,3	1,6	0,6	8,6
14	Aux non-résidents du Canada	1 345	1 281	1 255	1 255	1 284	1 265	1 279	1 300	1 296	1 285
		5,8	-4,8	-2,0	0,0	-0,5	0,8	1,1	1,6	-0,3	0,1
15	Épargne personnelle	8 601	7 765	7 979	6 975	7 830	5 387	11 700	7 394	6 343	7 706
		-1,2	-9,7	2,8	-12,6	12,4	-22,8	117,2	-36,8	-14,2	-1,6
16	Revenu personnel	260 725	260 278	262 154	265 159	262 079	267 581	270 805	273 862	276 740	272 247
		-0,5	-0,2	0,7	1,1	0,6	0,9	1,2	1,1	1,1	3,9
	Revenu personnel disponible	200 753	200 714	203 095	204 646	202 302	206 653	212 131	210 907	212 793	210 621
	(ligne 16 moins ligne 08)	-0,1	0,0	1,2	0,8	1,4	1,0	2,7	-0,6	0,9	4,1

1. À chacune des variables, les données de la première ligne correspondent à la valeur de la variable et celles de la deuxième ligne indiquent la variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent. Les variables de ce tableau se réfèrent au concept national plutôt qu'intérieur.

Source : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

2011						2012					
I	II	III	IV	Année		I	II	III	IV	Année	
M\$											
203 725	204 685	206 196	209 150	205 939	210 170	Dépenses personnelles en biens et services de consommation					01
0,8	0,5	0,7	1,4	3,6	0,5						
98 298	98 664	99 563	101 303	99 457	101 183	Biens					02
0,8	0,4	0,9	1,7	3,6	-0,1						
27 357	27 260	27 121	27 658	27 349	27 723	Durables					03
-2,5	-0,4	-0,5	2,0	0,3	0,2						
16 247	16 223	16 271	16 403	16 286	16 465	Semi-durables					04
-0,3	-0,1	0,3	0,8	0,3	0,4						
54 694	55 181	56 171	57 242	55 822	56 995	Non durables					05
2,9	0,9	1,8	1,9	6,3	-0,4						
105 427	106 021	106 633	107 847	106 482	108 987	Services					06
0,7	0,6	0,6	1,1	3,7	1,1						
70 380	71 052	71 888	72 704	71 506	74 731	Transferts courants					07
3,2	1,0	1,2	1,1	8,7	2,8						
66 001	66 740	67 508	68 183	67 108	70 168	Aux administrations publiques					08
3,2	1,1	1,2	1,0	8,9	2,9						
42 337	43 052	43 608	44 095	43 273	45 456	Impôts sur le revenu					09
1,2	1,7	1,3	1,1	7,4	3,1						
0	0	0	0	0	0	Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès					10
...	...	...	...	...	...						
19 428	19 792	19 912	19 988	19 780	20 448	Cotisations aux régimes d'assurance sociale					11
4,3	1,9	0,6	0,4	10,3	2,3						
4 236	3 896	3 988	4 100	4 055	4 264	Autres					12
21,2	-8,0	2,4	2,8	19,4	4,0						
3 083	3 010	3 063	3 196	3 088	3 235	Aux sociétés					13
4,1	-2,4	1,8	4,3	6,4	1,2						
1 296	1 302	1 317	1 325	1 310	1 328	Aux non-résidents du Canada					14
0,0	0,5	1,2	0,6	1,9	0,2						
5 041	4 301	4 447	4 211	4 500	2 194	Épargne personnelle					15
-20,5	-14,7	3,4	-5,3	-41,6	-47,9						
279 146	280 038	282 531	286 065	281 945	287 095	Revenu personnel					16
0,9	0,3	0,9	1,3	3,6	0,4						
213 145	213 298	215 023	217 882	214 837	216 927	Revenu personnel disponible (ligne 16 moins ligne 08)					
0,2	0,1	0,8	1,3	2,0	-0,4						

Tableau 6

Dépenses personnelles en biens et services de consommation par catégorie de dépenses¹, données désaisonnalisées
au taux annuel, Québec, 2009-2012

	2009					2010				
	I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année
	M\$									
01 Aliments, boissons et tabac	27 063	27 512	27 793	27 764	27 533	28 002	28 299	28 592	28 523	28 354
	1,9	1,7	1,0	-0,1	5,7	0,9	1,1	1,0	-0,2	3,0
02 Vêtements et chaussures	8 472	8 283	8 315	8 410	8 370	8 821	8 571	8 738	8 806	8 734
	0,9	-2,2	0,4	1,1	0,0	4,9	-2,8	1,9	0,8	4,3
03 Loyers bruts, combustible et énergie	39 213	39 305	39 447	39 935	39 475	40 149	40 256	41 018	41 689	40 778
	0,5	0,2	0,4	1,2	2,0	0,5	0,3	1,9	1,6	3,3
04 Meubles, accessoires d'ameublement, équipement ménager et entretien du ménage	15 599	15 706	15 927	16 236	15 867	16 638	16 253	16 196	16 437	16 381
	-1,5	0,7	1,4	1,9	1,0	2,5	-2,3	-0,4	1,5	3,2
05 Soins médicaux et services de santé	11 259	11 504	11 686	11 731	11 545	11 974	12 085	12 106	12 127	12 073
	1,9	2,2	1,6	0,4	6,0	2,1	0,9	0,2	0,2	4,6
06 Transports et communications	30 535	30 745	31 640	32 804	31 431	33 913	32 598	33 384	34 669	33 641
	-2,0	0,7	2,9	3,7	-3,7	3,4	-3,9	2,4	3,8	7,0
07 Loisirs, divertissement, formation et culture	19 509	19 354	19 389	19 560	19 453	19 807	19 755	20 004	20 294	19 965
	0,6	-0,8	0,2	0,9	1,1	1,3	-0,3	1,3	1,4	2,6
08 Biens et services personnels	34 838	35 109	35 423	35 750	35 280	36 294	36 662	37 431	37 649	37 009
	-0,7	0,8	0,9	0,9	0,8	1,5	1,0	2,1	0,6	4,9
09 Dépenses nettes à l'étranger	1 445	1 525	1 617	1 665	1 563	1 598	1 776	1 800	1 998	1 793
10 Biens durables	25 477	25 542	26 089	26 528	25 909	27 547	26 447	26 958	28 068	27 255
	-1,8	0,3	2,1	1,7	-1,5	3,8	-4,0	1,9	4,1	5,2
11 Biens semi-durables	15 759	15 583	15 667	15 903	15 728	16 523	16 030	16 128	16 299	16 245
	-0,7	-1,1	0,5	1,5	-0,1	3,9	-3,0	0,6	1,1	3,3
12 Biens non durables	49 979	50 443	50 927	51 655	50 751	52 363	51 918	52 696	53 163	52 535
	0,2	0,9	1,0	1,4	0,5	1,4	-0,8	1,5	0,9	3,5
13 Services	96 718	97 475	98 554	99 769	98 129	100 763	101 860	103 487	104 662	102 693
	0,5	0,8	1,1	1,2	2,7	1,0	1,1	1,6	1,1	4,7
14 Dépenses personnelles en biens et services de consommation	187 933	189 043	191 237	193 855	190 517	197 196	196 255	199 269	202 192	198 728
	0,0	0,6	1,2	1,4	1,3	1,7	-0,5	1,5	1,5	4,3

1. À chacune des variables, les données de la première ligne correspondent à la valeur de la variable et celles de la deuxième ligne indiquent la variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Source : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

2011					2012					
I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année	
M\$										
28 795	29 005	29 452	29 784	29 259	29 698				Aliments, boissons et tabac	01
1,0	0,7	1,5	1,1	3,2	-0,3					
8 783	8 798	8 811	8 908	8 825	9 024				Vêtements et chaussures	02
-0,3	0,2	0,1	1,1	1,0	1,3					
42 453	42 639	42 875	43 065	42 758	43 656				Loyers bruts, combustible et énergie	03
1,8	0,4	0,6	0,4	4,9	1,4					
16 253	16 371	16 401	16 603	16 407	16 745				Meubles, accessoires d'ameuble- ment, équipement ménager et entretien du ménage	04
-1,1	0,7	0,2	1,2	0,2	0,9					
12 268	12 352	12 536	12 744	12 475	12 681				Soins médicaux et services de santé	05
1,2	0,7	1,5	1,7	3,3	-0,5					
35 224	35 319	35 822	37 175	35 885	37 351				Transports et communications	06
1,6	0,3	1,4	3,8	6,7	0,5					
19 980	19 939	19 978	20 163	20 015	20 213				Loisirs, divertissement, formation et culture	07
-1,5	-0,2	0,2	0,9	0,3	0,2					
38 085	38 230	38 246	38 643	38 301	38 780				Biens et services personnels	08
1,2	0,4	0,0	1,0	3,5	0,4					
1 884	2 032	2 075	2 065	2 014	2 022				Dépenses nettes à l'étranger	09
27 357	27 260	27 121	27 658	27 349	27 723				Biens durables	10
-2,5	-0,4	-0,5	2,0	0,3	0,2					
16 247	16 223	16 271	16 403	16 286	16 465				Biens semi-durables	11
-0,3	-0,1	0,3	0,8	0,3	0,4					
54 694	55 181	56 171	57 242	55 822	56 995				Biens non durables	12
2,9	0,9	1,8	1,9	6,3	-0,4					
105 427	106 021	106 633	107 847	106 482	108 987				Services	13
0,7	0,6	0,6	1,1	3,7	1,1					
203 725	204 685	206 196	209 150	205 939	210 170				Dépenses personnelles en biens et services de consommation	14
0,8	0,5	0,7	1,4	3,6	0,5					

Tableau 7

Dépenses personnelles réelles en biens et services de consommation par catégorie de dépenses¹, base 2002, données désaisonnalisées au taux annuel, Québec, 2009-2012

	2009					2010				
	I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année
	M\$									
01 Aliments, boissons et tabac	22 346	22 482	22 626	22 654	22 527	22 874	22 947	22 994	23 001	22 954
	0,8	0,6	0,6	0,1	0,9	1,0	0,3	0,2	0,0	1,9
02 Vêtements et chaussures	9 634	9 400	9 532	9 666	9 558	10 516	10 235	10 839	10 782	10 593
	0,6	-2,4	1,4	1,4	2,6	8,8	-2,7	5,9	-0,5	10,8
03 Loyers bruts, combustible et énergie	35 121	35 241	35 320	35 622	35 326	35 592	35 572	36 109	36 467	35 935
	1,3	0,3	0,2	0,9	2,7	-0,1	-0,1	1,5	1,0	1,7
04 Meubles, accessoires d'ameublement, équipement ménager et entretien du ménage	14 801	14 726	14 900	15 157	14 896	15 658	15 334	15 202	15 434	15 407
	-2,7	-0,5	1,2	1,7	-1,9	3,3	-2,1	-0,9	1,5	3,4
05 Soins médicaux et services de santé	9 959	10 149	10 206	10 202	10 129	10 375	10 412	10 377	10 380	10 386
	1,2	1,9	0,6	0,0	3,9	1,7	0,4	-0,3	0,0	2,5
06 Transports et communications	28 235	28 515	29 031	29 335	28 779	29 765	29 188	29 908	30 655	29 879
	0,1	1,0	1,8	1,0	1,3	1,5	-1,9	2,5	2,5	3,8
07 Loisirs, divertissement, formation et culture	20 265	20 024	20 075	20 280	20 161	20 554	20 482	20 610	21 026	20 668
	0,1	-1,2	0,3	1,0	0,6	1,4	-0,4	0,6	2,0	2,5
08 Biens et services personnels	30 333	30 387	30 416	30 556	30 423	30 866	31 051	31 464	31 575	31 239
	-1,1	0,2	0,1	0,5	-1,6	1,0	0,6	1,3	0,4	2,7
09 Dépenses nettes à l'étranger	2 227	2 316	2 417	2 552	2 378	2 807	3 175	3 164	3 470	3 154
10 Biens durables	28 702	28 759	29 486	30 165	29 278	31 178	29 947	30 571	32 104	30 950
	-1,1	0,2	2,5	2,3	0,8	3,4	-3,9	2,1	5,0	5,7
11 Biens semi-durables	16 650	16 381	16 517	16 756	16 576	17 751	17 267	17 720	17 774	17 628
	-1,1	-1,6	0,8	1,4	0,2	5,9	-2,7	2,6	0,3	6,3
12 Biens non durables	41 911	42 173	42 231	42 229	42 136	42 436	42 400	42 804	42 724	42 591
	1,2	0,6	0,1	0,0	1,2	0,5	-0,1	1,0	-0,2	1,1
13 Services	85 719	86 074	86 571	87 224	86 397	88 010	88 942	89 690	90 630	89 318
	0,0	0,4	0,6	0,8	0,7	0,9	1,1	0,8	1,0	3,4
14 Dépenses personnelles en biens et services de consommation	172 457	172 923	174 201	175 627	173 802	178 311	177 882	179 980	182 103	179 569
	0,1	0,3	0,7	0,8	0,8	1,5	-0,2	1,2	1,2	3,3

1. À chacune des variables, les données de la première ligne correspondent à la valeur de la variable et celles de la deuxième ligne indiquent la variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Source : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

Tableau 8
Compte extérieur, données désaisonnalisées au taux annuel, Québec, 2009-2012

	2009					2010				
	I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année
	M\$									
01 Exportations nettes	-19 921	-23 377	-19 995	-20 219	-20 878	-22 669	-25 744	-28 346	-23 422	-25 045
02 Internationales	-17 585	-22 376	-21 139	-20 303	-20 351	-22 681	-24 758	-27 423	-22 169	-24 258
03 Interprovinciales	-2 335	-1 001	1 144	84	-527	13	-985	-923	-1 253	-787
04 Exportations de biens et services	142 684	135 289	136 713	142 878	139 391	141 343	141 670	139 570	148 589	142 793
	-9,2	-5,2	1,1	4,5	-11,3	-1,1	0,2	-1,5	6,5	2,4
05 Aux autres pays	84 500	76 586	76 262	82 300	79 912	80 449	80 788	78 302	86 809	81 587
	-13,1	-9,4	-0,4	7,9	-17,0	-2,2	0,4	-3,1	10,9	2,1
06 Biens	72 160	64 238	63 988	69 778	67 541	67 659	68 010	65 338	73 530	68 634
	-13,9	-11,0	-0,4	9,0	-18,5	-3,0	0,5	-3,9	12,5	1,6
07 Services	12 340	12 348	12 274	12 522	12 371	12 790	12 779	12 964	13 279	12 953
	-8,0	0,1	-0,6	2,0	-7,4	2,1	-0,1	1,4	2,4	4,7
08 Aux autres provinces	58 184	58 703	60 451	60 578	59 479	60 894	60 882	61 268	61 780	61 206
	-2,9	0,9	3,0	0,2	-2,2	0,5	0,0	0,6	0,8	2,9
09 Biens	31 730	32 017	32 962	33 022	32 433	32 939	32 726	32 541	32 657	32 716
	-3,2	0,9	3,0	0,2	-3,4	-0,3	-0,6	-0,6	0,4	0,9
10 Services	26 454	26 686	27 489	27 556	27 046	27 955	28 156	28 726	29 123	28 490
	-2,5	0,9	3,0	0,2	-0,8	1,4	0,7	2,0	1,4	5,3
11 Importations de biens et services	162 605	158 666	156 708	163 097	160 269	164 012	167 414	167 916	172 011	167 838
	-7,7	-2,4	-1,2	4,1	-8,8	0,6	2,1	0,3	2,4	4,7
12 Des autres pays	102 086	98 962	97 401	102 603	100 263	103 131	105 547	105 725	108 978	105 845
	-10,6	-3,1	-1,6	5,3	-11,5	0,5	2,3	0,2	3,1	5,6
13 Biens	87 238	84 195	83 045	87 882	85 590	88 477	90 703	90 884	93 936	91 000
	-12,3	-3,5	-1,4	5,8	-13,6	0,7	2,5	0,2	3,4	6,3
14 Services	14 848	14 766	14 356	14 721	14 673	14 653	14 843	14 841	15 042	14 845
	0,8	-0,6	-2,8	2,5	2,8	-0,5	1,3	0,0	1,4	1,2
15 Des autres provinces	60 519	59 704	59 307	60 494	60 006	60 881	61 867	62 191	63 033	61 993
	-2,4	-1,3	-0,7	2,0	-3,8	0,6	1,6	0,5	1,4	3,3
16 Biens	29 541	28 943	29 023	29 441	29 237	29 511	29 960	29 873	30 244	29 897
	-5,2	-2,0	0,3	1,4	-7,8	0,2	1,5	-0,3	1,2	2,3
17 Services	30 978	30 761	30 283	31 053	30 769	31 370	31 907	32 317	32 789	32 096
	0,5	-0,7	-1,6	2,5	0,2	1,0	1,7	1,3	1,5	4,3

1. À chacune des variables, les données de la première ligne correspondent à la valeur de la variable et celles de la deuxième ligne indiquent la variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent.

Source : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

2011					2012						
I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année		
M\$											
-23 703	-26 307	-22 015	-18 011	-22 509	-19 630						Exportations nettes 01
-25 153	-26 347	-22 270	-16 830	-22 650	-20 499						Internationales 02
1 450	40	255	-1 181	141	869						Interprovinciales 03
149 132	147 768	153 679	159 865	152 611	154 836						Exportations de biens et services 04
0,4	-0,9	4,0	4,0	6,9	-3,1						
85 275	84 431	89 497	95 618	88 705	89 431						Aux autres pays 05
-1,8	-1,0	6,0	6,8	8,7	-6,5						
71 703	70 543	75 299	81 579	74 781	75 140						Biens 06
-2,5	-1,6	6,7	8,3	9,0	-7,9						
13 572	13 887	14 198	14 039	13 924	14 291						Services 07
2,2	2,3	2,2	-1,1	7,5	1,8						
63 857	63 337	64 182	64 248	63 906	65 405						Aux autres provinces 08
3,4	-0,8	1,3	0,1	4,4	1,8						
33 807	33 292	33 641	33 616	33 589	33 972						Biens 09
3,5	-1,5	1,0	-0,1	2,7	1,1						
30 050	30 045	30 542	30 632	30 317	31 432						Services 10
3,2	0,0	1,7	0,3	6,4	2,6						
172 835	174 074	175 694	177 876	175 120	174 466						Importations de biens et services 11
0,5	0,7	0,9	1,2	4,3	-1,9						
110 428	110 778	111 767	112 447	111 355	109 930						Des autres pays 12
1,3	0,3	0,9	0,6	5,2	-2,2						
95 676	95 310	96 501	97 085	96 143	94 756						Biens 13
1,9	-0,4	1,2	0,6	5,7	-2,4						
14 752	15 468	15 266	15 362	15 212	15 175						Services 14
-1,9	4,9	-1,3	0,6	2,5	-1,2						
62 407	63 297	63 927	65 429	63 765	64 535						Des autres provinces 15
-1,0	1,4	1,0	2,3	2,9	-1,4						
29 990	30 116	30 674	31 463	30 561	30 857						Biens 16
-0,8	0,4	1,9	2,6	2,2	-1,9						
32 417	33 180	33 253	33 966	33 204	33 679						Services 17
-1,1	2,4	0,2	2,1	3,5	-0,8						

Tableau 9

Compte extérieur réel, données désaisonnalisées au taux annuel, base 2002, Québec, 2009-2012

	2009					2010				
	I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année
	M\$									
01 Exportations nettes	-23 277	-24 560	-23 392	-24 543	-23 943	-27 871	-30 456	-34 321	-32 744	-31 348
02 Internationales	-22 314	-24 680	-24 916	-25 482	-24 348	-29 377	-31 462	-35 584	-33 216	-32 410
03 Interprovinciales	-2 201	-1 045	287	-465	-856	-88	-763	-624	-1 506	-745
04 Exportations de biens et services	133 891	130 542	132 593	138 054	133 770	134 326	135 025	131 831	137 950	134 783
	-6,0	-2,5	1,6	4,1	-7,4	-2,7	0,5	-2,4	4,6	0,8
05 Aux autres pays	82 311	77 810	78 478	83 993	80 648	80 256	81 257	78 034	84 329	80 969
	-9,2	-5,5	0,9	7,0	-12,0	-4,4	1,2	-4,0	8,1	0,4
06 Biens	71 117	66 514	67 276	72 673	69 395	68 601	69 595	66 202	72 482	69 220
	-9,5	-6,5	1,1	8,0	-12,7	-5,6	1,4	-4,9	9,5	-0,3
07 Services	11 183	11 274	11 164	11 258	11 220	11 585	11 579	11 746	11 750	11 665
	-7,2	0,8	-1,0	0,8	-8,0	2,9	-0,1	1,4	0,0	4,0
08 Aux autres provinces	51 143	52 154	53 453	53 398	52 537	53 418	53 141	53 172	53 025	53 189
	-0,9	2,0	2,5	-0,1	-0,3	0,0	-0,5	0,1	-0,3	1,2
09 Biens	28 117	28 889	29 695	29 655	29 089	29 326	28 904	28 655	28 351	28 809
	0,3	2,7	2,8	-0,1	1,6	-1,1	-1,4	-0,9	-1,1	-1,0
10 Services	23 101	23 336	23 824	23 803	23 516	24 147	24 288	24 565	24 720	24 430
	-2,3	1,0	2,1	-0,1	-2,7	1,4	0,6	1,1	0,6	3,9
11 Importations de biens et services	157 168	155 102	155 985	162 597	157 713	162 197	165 480	166 152	170 694	166 131
	-4,4	-1,3	0,6	4,2	-6,0	-0,2	2,0	0,4	2,7	5,3
12 Des autres pays	104 625	102 490	103 393	109 475	104 996	109 633	112 719	113 618	117 545	113 379
	-7,2	-2,0	0,9	5,9	-9,8	0,1	2,8	0,8	3,5	8,0
13 Biens	89 736	87 293	88 157	93 685	89 718	93 704	96 441	97 428	100 987	97 140
	-8,3	-2,7	1,0	6,3	-11,4	0,0	2,9	1,0	3,7	8,3
14 Services	14 924	15 237	15 276	15 827	15 316	15 968	16 317	16 228	16 595	16 277
	0,3	2,1	0,3	3,6	1,0	0,9	2,2	-0,5	2,3	6,3
15 Des autres provinces	53 344	53 199	53 166	53 863	53 393	53 506	53 904	53 796	54 531	53 934
	0,6	-0,3	-0,1	1,3	1,0	-0,7	0,7	-0,2	1,4	1,0
16 Biens	26 188	26 272	26 517	26 826	26 451	26 492	26 586	26 418	26 612	26 527
	0,8	0,3	0,9	1,2	2,5	-1,2	0,4	-0,6	0,7	0,3
17 Services	27 423	27 182	26 891	27 281	27 194	27 261	27 567	27 627	28 169	27 656
	0,5	-0,9	-1,1	1,5	-0,5	-0,1	1,1	0,2	2,0	1,7

1. À chacune des variables, les données de la première ligne correspondent à la valeur de la variable et celles de la deuxième ligne indiquent la variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent.

Source : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

2011					2012				
I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année
M\$									
-34 870	-37 431	-35 094	-33 285	-35 170	-36 061				
						Exportations nettes			01
-36 620	-38 549	-36 012	-32 259	-35 860	-36 002	Internationales			02
-258	-900	-1 127	-3 050	-1 334	-2 084	Interprovinciales			03
135 544	134 236	138 410	142 107	137 574	137 167	Exportations de biens et services			04
-1,7	-1,0	3,1	2,7	2,1	-3,5				
81 018	79 997	83 949	88 220	83 296	82 662	Aux autres pays			05
-3,9	-1,3	4,9	5,1	2,9	-6,3				
69 199	67 917	71 701	76 279	71 274	70 644	Biens			06
-4,5	-1,9	5,6	6,4	3,0	-7,4				
11 726	11 988	12 151	11 839	11 926	11 923	Services			07
-0,2	2,2	1,4	-2,6	2,2	0,7				
53 914	53 629	53 861	53 313	53 679	53 909	Aux autres provinces			08
1,7	-0,5	0,4	-1,0	0,9	1,1				
28 792	28 451	28 541	28 232	28 504	28 370	Biens			09
1,6	-1,2	0,3	-1,1	-1,1	0,5				
25 168	25 224	25 366	25 126	25 221	25 584	Services			10
1,8	0,2	0,6	-0,9	3,2	1,8				
170 414	171 666	173 504	175 392	172 744	173 228	Importations de biens et services			11
-0,2	0,7	1,1	1,1	4,0	-1,2				
117 638	118 546	119 961	120 479	119 156	118 664	Des autres pays			12
0,1	0,8	1,2	0,4	5,1	-1,5				
101 160	101 480	103 126	103 226	102 248	101 357	Biens			13
0,2	0,3	1,6	0,1	5,3	-1,8				
16 513	17 100	16 867	17 288	16 942	17 342	Services			14
-0,5	3,6	-1,4	2,5	4,1	0,3				
54 172	54 530	54 988	56 363	55 013	55 992	Des autres provinces			15
-0,7	0,7	0,8	2,5	2,0	-0,7				
26 348	26 304	26 642	27 318	26 653	27 000	Biens			16
-1,0	-0,2	1,3	2,5	0,5	-1,2				
28 070	28 473	28 590	29 291	28 606	29 234	Services			17
-0,4	1,4	0,4	2,5	3,4	-0,2				

Tableau 10

Recettes et dépenses de l'Administration provinciale¹, données désaisonnalisées au taux annuel, Québec, 2009-2012

	2009					2010				
	I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année
	M\$									
01 Recettes	76 336	75 748	76 088	86 100	78 568	79 193	80 845	83 013	92 689	83 935
	-11,8	-0,8	0,4	13,2	-2,0	-8,0	2,1	2,7	11,7	6,8
02 Impôts directs des particuliers et cotisations aux régimes d'assurance sociale	24 836	24 904	24 988	24 992	24 930	25 292	25 744	26 136	26 692	25 966
	-1,2	0,3	0,3	0,0	-2,7	1,2	1,8	1,5	2,1	4,2
03 Impôts directs des sociétés et entreprises publiques	4 768	4 984	4 932	4 932	4 904	4 980	4 908	4 848	5 000	4 934
	9,3	4,5	-1,0	0,0	19,4	1,0	-1,4	-1,2	3,1	0,6
04 Impôts indirects	23 932	23 856	23 964	24 184	23 984	24 336	24 556	24 892	25 640	24 856
	-1,1	-0,3	0,5	0,9	0,0	0,6	0,9	1,4	3,0	3,6
05 Transferts courants des particuliers	2 756	2 732	2 816	2 916	2 805	2 904	2 840	2 868	3 004	2 904
	-2,3	-0,9	3,1	3,6	1,0	-0,4	-2,2	1,0	4,7	3,5
06 Revenus de placement	5 788	5 432	5 348	14 064	7 658	5 428	5 480	5 560	13 116	7 396
	-61,8	-6,2	-1,5	163,0	-8,1	-61,4	1,0	1,5	135,9	-3,4
07 Transferts courants de l'Administration fédérale ²	14 180	13 760	13 960	14 932	14 208	16 161	17 225	18 617	19 145	17 787
	-4,1	-3,0	1,5	7,0	-6,9	8,2	6,6	8,1	2,8	25,2
08 Transferts courants des administrations locales	76	80	80	80	79	92	92	92	92	92
	-5,0	5,3	0,0	0,0	-1,3	15,0	0,0	0,0	0,0	16,5
09 Dépenses courantes	82 676	82 543	83 183	83 686	83 022	84 691	85 027	86 241	87 589	85 887
	1,2	-0,2	0,8	0,6	3,5	1,2	0,4	1,4	1,6	3,5
10 Dépenses courantes en biens et services	40 165	40 484	40 956	41 463	40 767	42 179	42 687	43 289	43 693	42 962
	0,7	0,8	1,2	1,2	4,7	1,7	1,2	1,4	0,9	5,4
11 Transferts courants aux particuliers	13 740	13 860	14 092	14 360	14 013	14 784	14 448	14 424	14 492	14 537
	0,9	0,9	1,7	1,9	4,6	3,0	-2,3	-0,2	0,5	3,7
12 Transferts courants aux entreprises	5 996	6 248	6 216	6 060	6 130	5 980	5 808	5 784	5 980	5 888
	3,2	4,2	-0,5	-2,5	8,7	-1,3	-2,9	-0,4	3,4	-3,9
13 Transferts à l'Administration fédérale	720	668	620	612	655	612	640	660	676	647
	1,1	-7,2	-7,2	-1,3	1,7	0,0	4,6	3,1	2,4	-1,2
14 Transferts aux administrations locales	10 256	10 456	10 512	10 352	10 394	10 148	10 124	10 304	10 648	10 306
	2,3	2,0	0,5	-1,5	4,9	-2,0	-0,2	1,8	3,3	-0,8
15 Intérêts sur la dette publique	11 799	10 827	10 787	10 839	11 063	10 988	11 320	11 780	12 100	11 547
	1,3	-8,2	-0,4	0,5	-5,2	1,4	3,0	4,1	2,7	4,4
16 Épargne (ligne 01 moins ligne 09)	-6 340	-6 795	-7 095	2 414	-4 454	-5 498	-4 182	-3 228	5 100	-1 952
Plus:										
17 Provisions pour consommation de capital	3 500	3 537	3 572	3 611	3 555	3 758	3 860	3 963	4 063	3 911
	3,7	1,1	1,0	1,1	9,8	4,1	2,7	2,7	2,5	10,0
Moins:										
18 Investissement en capital fixe	7 156	7 328	7 548	7 812	7 461	8 136	8 448	8 612	8 780	8 494
	5,9	2,4	3,0	3,5	20,1	4,1	3,8	1,9	2,0	13,8
19 Aides à l'investissement	492	736	528	420	544	960	368	356	356	510
	1,7	49,6	-28,3	-20,5	27,4	128,6	-61,7	-3,3	0,0	-6,3
Égale:										
20 Excédent (+) ou déficit (-)	-10 488	-11 322	-11 599	-2 207	-8 904	-10 836	-9 138	-8 233	27	-7 045

1. À chacune des variables, les données de la première ligne correspondent à la valeur de la variable et celles de la deuxième ligne indiquent la variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent.

2. Depuis l'année financière 2005-2006, le gouvernement du Québec a adopté la comptabilité d'exercice pour les transferts fédéraux au lieu de la comptabilité de caisse. Pour cette raison, les montants des transferts fédéraux en 2005 ne sont pas directement comparables avec ceux de 2004. En conséquence, l'évolution du déficit en 2005 en regard de 2004 doit être interprétée avec prudence.

Source : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

2011					2012							
I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année			
M\$												
88 013	88 169	88 493	97 809	90 621	93 420						Recettes	01
-5,0	0,2	0,4	10,5	8,0	-4,5							
27 472	27 692	27 692	28 080	27 734	29 208						Impôts directs des particuliers et cotisations aux régimes d'assurance sociale	02
2,9	0,8	0,0	1,4	6,8	4,0							
5 577	5 817	5 921	6 073	5 847	6 004						Impôts directs des sociétés et entreprises publiques	03
11,5	4,3	1,8	2,6	18,5	-1,1							
26 608	26 876	26 940	27 568	26 998	29 524						Impôts indirects	04
3,8	1,0	0,2	2,3	8,6	7,1							
3 736	3 396	3 484	3 600	3 554	3 748						Transferts courants des particuliers	05
24,4	-9,1	2,6	3,3	22,4	4,1							
5 596	5 668	5 744	13 612	7 655	5 992						Revenus de placement	06
-57,3	1,3	1,3	137,0	3,5	-56,0							
18 932	18 628	18 620	18 784	18 741	18 852						Transferts courants de l'Administration fédérale ²	07
-1,1	-1,6	0,0	0,9	5,4	0,4							
92	92	92	92	92	92						Transferts courants des administrations locales	08
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0							
88 273	88 765	89 364	89 946	89 087	90 791						Dépenses courantes	09
0,8	0,6	0,7	0,7	3,7	0,9							
44 049	44 409	44 632	44 586	44 419	45 335						Dépenses courantes en biens et services	10
0,8	0,8	0,5	-0,1	3,4	1,7							
14 416	14 480	14 560	14 668	14 531	14 812						Transferts courants aux particuliers	11
-0,5	0,4	0,6	0,7	0,0	1,0							
6 164	6 200	6 160	6 152	6 169	6 096						Transferts courants aux entreprises	12
3,1	0,6	-0,6	-0,1	4,8	-0,9							
668	680	688	700	684	692						Transferts à l'Administration fédérale	13
-1,2	1,8	1,2	1,7	5,7	-1,1							
10 908	10 672	10 880	11 260	10 930	11 232						Transferts aux administrations locales	14
2,4	-2,2	1,9	3,5	6,1	-0,2							
12 068	12 324	12 444	12 580	12 354	12 624						Intérêts sur la dette publique	15
-0,3	2,1	1,0	1,1	7,0	0,3							
-260	-596	-871	7 863	1 534	2 629						Épargne (ligne 01 moins ligne 09)	16
											Plus:	
4 123	4 180	4 232	4 289	4 206	4 344						Provisions pour consommation de capital	17
1,5	1,4	1,2	1,3	7,5	1,3							
											Moins:	
8 360	8 440	8 468	8 436	8 426	8 420						Investissement en capital fixe	18
-4,8	1,0	0,3	-0,4	-0,8	-0,2							
380	424	428	428	415	432						Aides à l'investissement	19
6,7	11,6	0,9	0,0	-18,6	0,9							
											Égale:	
-4 877	-5 280	-5 535	3 288	-3 101	-1 879						Excédent (+) ou déficit (-)	20

Tableau 11

Produit intérieur brut selon les revenus¹, Québec, 2009-2012

	2009					2010				
	I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année
	M\$									
01 Rémunération des salariés	39 848	41 354	41 543	41 783	164 528	40 979	43 115	43 549	43 903	171 546
	0,8	-0,6	0,4	1,2	0,5	2,8	4,3	4,8	5,1	4,3
02 Bénéfices des sociétés avant impôt	5 190	5 297	5 706	5 957	22 150	6 065	6 586	6 681	6 867	26 199
	-11,5	-22,2	-20,4	0,6	-14,0	16,9	24,3	17,1	15,3	18,3
03 Bénéfices des entreprises publiques avant impôt	1 917	924	897	1 400	5 138	1 863	812	716	917	4 308
	4,6	-22,4	4,1	19,1	1,6	-2,8	-12,1	-20,2	-34,5	-16,2
04 Intérêts et revenus divers de placement	4 423	4 081	4 057	4 341	16 902	4 271	4 353	4 358	4 518	17 500
	4,3	-8,7	-8,6	-8,3	-5,5	-3,4	6,7	7,4	4,1	3,5
05 Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	89	-135	43	391	388	102	-148	84	487	525
	-361,8	-55,6	-67,2	-31,0	7,8	14,6	9,6	95,3	24,6	35,3
06 Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	4 350	4 795	5 049	4 883	19 077	4 567	4 958	5 223	5 022	19 770
	6,4	6,7	8,1	8,7	7,5	5,0	3,4	3,4	2,8	3,6
07 Ajustement de la valeur des stocks	-293	331	128	160	326	133	263	-92	-139	165
	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
08 Impôts moins subventions, sur facteurs de production	4 526	4 507	4 784	4 635	18 452	4 739	4 595	4 905	4 799	19 038
	2,0	0,1	-0,4	-0,7	0,2	4,7	2,0	2,5	3,5	3,2
09 Produit intérieur net au prix de base	60 050	61 154	62 207	63 550	246 961	62 719	64 534	65 424	66 374	259 051
	0,9	-1,9	-1,5	0,9	-0,4	4,4	5,5	5,2	4,4	4,9
10 Impôts moins subventions, sur produits	3 534	4 665	4 729	4 958	17 886	3 545	5 180	5 068	5 246	19 039
	-1,1	-5,7	-2,0	2,1	-1,7	0,3	11,0	7,2	5,8	6,4
11 Provisions pour consommation de capital	9 897	9 924	10 075	10 153	40 049	10 171	10 243	10 448	10 574	41 436
	5,6	4,7	4,2	3,3	4,4	2,8	3,2	3,7	4,1	3,5
12 Divergence statistique	-8	-9	-9	-9	-35	-43	-45	-45	-45	-178
13 Produit intérieur brut aux prix du marché	73 473	75 734	77 002	78 652	304 861	76 392	79 912	80 895	82 149	319 348
	1,4	-1,3	-0,8	1,3	0,1	4,0	5,5	5,1	4,4	4,8

1. À chacune des variables, les données de la première ligne correspondent à la valeur de la variable et celles de la deuxième ligne indiquent la variation en pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Source : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

2011					2012				
I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année
M\$									
43 256	44 838	45 065	45 567	178 726	44 742				Rémunération des salariés 01
5,6	4,0	3,5	3,8	4,2	3,4				
6 841	7 249	7 653	7 553	29 296	7 189				Bénéfices des sociétés avant impôt 02
12,8	10,1	14,5	10,0	11,8	5,1				
1 899	858	795	961	4 513	1 920				Bénéfices des entreprises publiques avant impôt 03
1,9	5,7	11,0	4,8	4,8	1,1				
4 457	4 519	4 476	4 687	18 139	4 730				Intérêts et revenus divers de placement 04
4,4	3,8	2,7	3,7	3,7	6,1				
82	-205	188	558	623	109				Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole 05
-19,6	38,5	123,8	14,6	18,7	32,9				
4 771	5 175	5 494	5 301	20 741	5 031				Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris 06
4,5	4,4	5,2	5,6	4,9	5,4				
-407	143	-1	17	-248	-87				Ajustement de la valeur des stocks 07
...	...	...	...	...	...				
4 935	4 881	5 004	4 865	19 685	5 075				Impôts moins subventions, sur facteurs de production 08
4,1	6,2	2,0	1,4	3,4	2,8				
65 834	67 458	68 674	69 509	271 475	68 709				Produit intérieur net au prix de base 09
5,0	4,5	5,0	4,7	4,8	4,4				
4 007	5 864	5 455	5 751	21 077	4 727				Impôts moins subventions, sur produits 10
13,0	13,2	7,6	9,6	10,7	18,0				
10 576	10 689	10 871	11 018	43 154	11 037				Provisions pour consommation de capital 11
4,0	4,4	4,0	4,2	4,1	4,4				
40	41	42	42	165	42				Divergence statistique 12
80 457	84 052	85 042	86 320	335 871	84 515				Produit intérieur brut aux prix du marché 13
5,3	5,2	5,1	5,1	5,2	5,0				

Tableau 12

Produit intérieur brut selon les dépenses¹, Québec, 2009-2012

		2009					2010				
		I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année
		M\$									
01	Dépenses personnelles en biens et services de consommation ²	44 899	47 693	48 280	49 645	190 517	47 114	49 464	50 248	51 902	198 728
		1,1	0,5	0,6	2,9	1,3	4,9	3,7	4,1	4,5	4,3
02	Dépenses personnelles en biens	21 424	22 906	22 969	25 089	92 388	22 548	23 564	23 718	26 205	96 035
		-0,7	-1,6	-1,1	2,6	-0,2	5,2	2,9	3,3	4,4	3,9
03	Dépenses personnelles en services	23 475	24 787	25 311	24 556	98 129	24 566	25 900	26 530	25 697	102 693
		2,9	2,5	2,2	3,1	2,7	4,6	4,5	4,8	4,6	4,7
04	Dépenses publiques courantes en biens et services	18 699	18 267	17 711	18 265	72 942	19 537	18 984	18 491	19 133	76 145
		8,8	4,3	5,0	4,3	5,6	4,5	3,9	4,4	4,8	4,4
05	Investissement en capital fixe	13 610	16 294	17 047	16 351	63 302	14 610	18 026	18 532	17 568	68 736
		0,6	-3,6	-2,4	-3,6	-2,4	7,3	10,6	8,7	7,4	8,6
06	Administrations publiques	3 169	3 432	4 160	4 035	14 796	3 341	3 728	4 601	4 336	16 006
		17,5	9,2	7,2	7,2	9,7	5,4	8,6	10,6	7,5	8,2
07	Construction résidentielle	28	27	27	27	109	28	28	28	28	112
		-33,3	-35,7	-37,2	-35,7	-35,5	0,0	3,7	3,7	3,7	2,8
08	Construction non résidentielle	2 150	2 384	3 052	2 877	10 463	2 244	2 644	3 511	3 223	11 622
		17,1	5,0	2,8	4,1	6,4	4,4	10,9	15,0	12,0	11,1
09	Machines et matériel	991	1 021	1 081	1 131	4 224	1 069	1 056	1 062	1 085	4 272
		21,0	22,7	24,3	17,9	21,4	7,9	3,4	-1,8	-4,1	1,1
10	Entreprises	10 441	12 862	12 887	12 316	48 506	11 269	14 298	13 931	13 232	52 730
		-3,6	-6,5	-5,2	-6,6	-5,6	7,9	11,2	8,1	7,4	8,7
11	Construction résidentielle	4 120	6 505	6 333	5 476	22 434	5 153	7 597	7 165	5 835	25 750
		4,8	0,9	-2,3	-0,2	0,4	25,1	16,8	13,1	6,6	14,8
12	Construction non résidentielle	2 412	2 730	2 931	3 133	11 206	2 602	2 932	3 083	3 294	11 911
		-0,9	-1,7	-0,8	-4,4	-2,1	7,9	7,4	5,2	5,1	6,3
13	Machines et matériel	3 909	3 627	3 623	3 707	14 866	3 514	3 769	3 683	4 103	15 069
		-12,4	-20,0	-12,8	-16,3	-15,4	-10,1	3,9	1,7	10,7	1,4
14	Demande intérieure finale	77 208	82 254	83 038	84 261	326 761	81 261	86 474	87 271	88 603	343 609
		2,8	0,5	0,9	1,9	1,5	5,2	5,1	5,1	5,2	5,2
15	Investissement en stocks	101	-654	-526	23	-1 056	537	-648	640	82	611
		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
16	Demande intérieure totale	77 309	81 600	82 512	84 284	325 705	81 798	85 826	87 911	88 685	344 220
		1,4	1,1	-0,3	1,1	0,8	5,8	5,2	6,5	5,2	5,7
17	Solde du commerce extérieur	-3 836	-5 866	-5 510	-5 632	-20 844	-5 406	-5 914	-7 016	-6 536	-24 872
18	Divergence statistique	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
19	Produit intérieur brut aux prix du marché	73 473	75 734	77 002	78 652	304 861	76 392	79 912	80 895	82 149	319 348
		1,4	-1,3	-0,8	1,3	0,1	4,0	5,5	5,1	4,4	4,8

1. À chacune des variables, les données de la première ligne correspondent à la valeur de la variable et celles de la deuxième ligne indiquent la variation en pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente.

2. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Source : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

2011					2012						
I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année		
M\$											
48 924	51 544	51 991	53 480	205 939	50 159					Dépenses personnelles en biens et services de consommation ²	01
3,8	4,2	3,5	3,0	3,6	2,5					Dépenses personnelles en biens	02
23 307	24 615	24 599	26 936	99 457	23 809					Dépenses personnelles en services	03
3,4	4,5	3,7	2,8	3,6	2,2						
25 617	26 929	27 392	26 544	106 482	26 350						
4,3	4,0	3,2	3,3	3,7	2,9						
20 219	19 618	19 324	19 729	78 890	20 713					Dépenses publiques courantes en biens et services	04
3,5	3,3	4,5	3,1	3,6	2,4						
15 744	19 062	19 344	18 254	72 404	16 520					Investissement en capital fixe	05
7,8	5,7	4,4	3,9	5,3	4,9						
3 655	4 036	4 652	4 180	16 523	3 736					Administrations publiques	06
9,4	8,3	1,1	-3,6	3,2	2,2					Construction résidentielle	07
25	28	29	28	110	26					Construction non résidentielle	08
-10,7	0,0	3,6	0,0	-1,8	4,0					Machines et matériel	09
2 578	2 940	3 534	3 034	12 086	2 635						
14,9	11,2	0,7	-5,9	4,0	2,2						
1 052	1 068	1 089	1 118	4 327	1 075						
-1,6	1,1	2,5	3,0	1,3	2,2						
12 089	15 026	14 692	14 074	55 881	12 784					Entreprises	10
7,3	5,1	5,5	6,4	6,0	5,7					Construction résidentielle	11
5 431	7 730	7 186	6 015	26 362	5 543					Construction non résidentielle	12
5,4	1,8	0,3	3,1	2,4	2,1					Machines et matériel	13
2 867	3 204	3 414	3 775	13 260	3 165						
10,2	9,3	10,7	14,6	11,3	10,4						
3 791	4 092	4 092	4 284	16 259	4 076						
7,9	8,6	11,1	4,4	7,9	7,5						
84 887	90 224	90 659	91 463	357 233	87 392					Demande intérieure finale	14
4,5	4,3	3,9	3,2	4,0	3,0					Investissement en stocks	15
652	167	262	231	1 312	598						
...	...	...	...	...	...						
85 539	90 391	90 921	91 694	358 545	87 990					Demande intérieure totale	16
4,6	5,3	3,4	3,4	4,2	2,9						
-5 082	-6 339	-5 879	-5 374	-22 674	-3 475					Solde du commerce extérieur	17
...	...	...	...	...	...					Divergence statistique	18
80 457	84 052	85 042	86 320	335 871	84 515					Produit intérieur brut aux prix du marché	19
5,3	5,2	5,1	5,1	5,2	5,0						

Tableau 13
Provenance du revenu personnel¹, Québec, 2009-2012

		2009					2010				
		I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année
		M\$									
01	Rémunération des salariés	40 720	42 268	42 459	42 702	168 149	41 870	44 065	44 509	44 872	175 316
		0,8	-0,6	0,4	1,2	0,4	2,8	4,3	4,8	5,1	4,3
02	Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	89	-135	43	391	388	102	-148	84	487	525
		-361,8	-55,6	-67,2	-31,0	7,8	14,6	9,6	95,3	24,6	35,3
03	Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	4 350	4 795	5 049	4 883	19 077	4 567	4 958	5 223	5 022	19 770
		6,4	6,7	8,1	8,7	7,5	5,0	3,4	3,4	2,8	3,6
04	Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	7 331	7 060	6 978	7 127	28 496	7 099	7 229	7 224	7 328	28 880
		-4,9	-8,5	-8,6	-5,9	-7,0	-3,2	2,4	3,5	2,8	1,3
Transferts courants											
05	Des administrations publiques	11 509	11 064	11 029	11 258	44 860	12 186	11 319	11 364	11 599	46 468
		-4,8	7,3	7,9	6,4	3,9	5,9	2,3	3,0	3,0	3,6
06	Des sociétés	140	93	91	123	447	161	115	105	143	524
		-20,5	-32,1	-28,9	-5,4	-21,7	15,0	23,7	15,4	16,3	17,2
07	Des non-résidents du Canada	179	152	162	169	662	198	184	199	183	764
		10,5	1,3	-3,0	1,2	2,5	10,6	21,1	22,8	8,3	15,4
08	Revenu personnel	64 318	65 297	65 811	66 653	262 079	66 183	67 722	68 708	69 634	272 247
		-0,4	0,4	0,9	1,4	0,6	2,9	3,7	4,4	4,5	3,9

1. À chacune des variables, les données de la première ligne correspondent à la valeur de la variable et celles de la deuxième ligne indiquent la variation en pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente. Le revenu personnel est estimé sur une base nationale.

Source : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

2011					2012				
I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année
M\$									
44 200	45 825	46 057	46 573	182 655	45 724				Rémunération des salariés 01
5,6	4,0	3,5	3,8	4,2	3,4				
82	-205	188	558	623	109				Revenu comptable net des exploitants 02
-19,6	38,5	123,8	14,6	18,7	32,9				agricoles au titre de la production agricole
4 771	5 175	5 494	5 301	20 741	5 031				Revenu net des entreprises individuelles 03
4,5	4,4	5,2	5,6	4,9	5,4				non agricoles, loyers compris
7 336	7 319	7 367	7 563	29 585	7 571				Intérêts, dividendes et revenus divers 04
3,3	1,2	2,0	3,2	2,4	3,2				de placement
									Transferts courants
12 183	11 643	11 549	11 732	47 107	12 471				Des administrations publiques 05
0,0	2,9	1,6	1,1	1,4	2,4				
175	125	119	155	574	181				Des sociétés 06
8,7	8,7	13,3	8,4	9,5	3,4				
189	151	164	156	660	172				Des non-résidents du Canada 07
-4,5	-17,9	-17,6	-14,8	-13,6	-9,0				
68 936	70 033	70 938	72 038	281 945	71 259				Revenu personnel 08
4,2	3,4	3,2	3,5	3,6	3,4				

Tableau 14
Utilisation du revenu personnel¹, Québec, 2009-2012

		2009					2010				
		I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année
		M\$									
01	Dépenses personnelles en biens et services de consommation	44 899	47 693	48 280	49 645	190 517	47 114	49 464	50 248	51 902	198 728
		1,1	0,5	0,6	2,9	1,3	4,9	3,7	4,1	4,5	4,3
02	Biens	21 424	22 906	22 969	25 089	92 388	22 548	23 564	23 718	26 205	96 035
		-0,7	-1,6	-1,1	2,6	-0,2	5,2	2,9	3,3	4,4	3,9
03	Durables	5 620	6 731	6 802	6 756	25 909	6 274	7 016	6 904	7 061	27 255
		-4,3	-4,5	-0,7	3,3	-1,5	11,6	4,2	1,5	4,5	5,2
04	Semi-durables	3 115	3 817	3 894	4 902	15 728	3 275	3 904	3 991	5 075	16 245
		3,1	-0,6	-2,4	0,3	-0,1	5,1	2,3	2,5	3,5	3,3
05	Non durables	12 689	12 358	12 273	13 431	50 751	12 999	12 644	12 823	14 069	52 535
		0,0	-0,2	-1,0	3,1	0,5	2,4	2,3	4,5	4,8	3,5
06	Services	23 475	24 787	25 311	24 556	98 129	24 566	25 900	26 530	25 697	102 693
		2,9	2,5	2,2	3,1	2,7	4,6	4,5	4,8	4,6	4,7
07	Transferts courants	16 521	16 487	15 738	14 986	63 732	16 992	16 367	16 544	15 910	65 813
		-3,1	-2,0	-3,1	-2,7	-2,7	2,9	-0,7	5,1	6,2	3,3
08	Aux administrations publiques	15 462	15 525	14 769	14 021	59 777	15 970	15 337	15 483	14 836	61 626
		-2,8	-1,0	-2,2	-1,8	-2,0	3,3	-1,2	4,8	5,8	3,1
09	Impôts sur le revenu	9 352	9 569	10 085	10 177	39 183	9 499	9 513	10 466	10 816	40 294
		-6,2	-1,8	-6,3	-4,2	-4,7	1,6	-0,6	3,8	6,3	2,8
10	Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
11	Cotisations aux régimes d'assurance sociale	5 318	4 868	3 982	3 148	17 316	5 628	4 713	4 304	3 291	17 936
		2,4	-0,7	8,6	4,7	3,3	5,8	-3,2	8,1	4,5	3,6
12	Autres	792	1 088	702	696	3 278	843	1 111	713	729	3 396
		5,5	5,1	3,8	6,7	5,3	6,4	2,1	1,6	4,7	3,6
13	Aux sociétés	722	641	657	651	2 671	705	709	737	751	2 902
		-10,8	-21,5	-19,0	-18,5	-17,5	-2,4	10,6	12,2	15,4	8,6
14	Aux non-résidents du Canada	337	321	312	314	1 284	317	321	324	323	1 285
		3,1	-1,5	-3,1	-0,6	-0,5	-5,9	0,0	3,8	2,9	0,1
15	Épargne personnelle	2 898	1 117	1 793	2 022	7 830	2 077	1 891	1 916	1 822	7 706
		-7,6	49,3	75,3	-1,8	12,4	-28,3	69,3	6,9	-9,9	-1,6
16	Revenu personnel	64 318	65 297	65 811	66 653	262 079	66 183	67 722	68 708	69 634	272 247
		-0,4	0,4	0,9	1,4	0,6	2,9	3,7	4,4	4,5	3,9
	Revenu personnel disponible (ligne 16 moins ligne 08)	48 856	49 772	51 042	52 632	202 302	50 213	52 385	53 225	54 798	210 621
		0,4	0,9	1,8	2,3	1,4	2,8	5,2	4,3	4,1	4,1

1. À chacune des variables, les données de la première ligne correspondent à la valeur de la variable et celles de la deuxième ligne indiquent la variation en pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente. Les variables de ce tableau se réfèrent au concept national plutôt qu'intérieur.

Source : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

2011					2012							
I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année			
M\$												
48 924	51 544	51 991	53 480	205 939	50 159					Dépenses personnelles en biens et services de consommation	01	
3,8	4,2	3,5	3,0	3,6	2,5							
23 307	24 615	24 599	26 936	99 457	23 809					Biens	02	
3,4	4,5	3,7	2,8	3,6	2,2							
6 166	7 133	6 983	7 067	27 349	6 293					Durables	03	
-1,7	1,7	1,1	0,1	0,3	2,1							
3 196	3 951	4 033	5 106	16 286	3 259					Semi-durables	04	
-2,4	1,2	1,1	0,6	0,3	2,0							
13 945	13 531	13 583	14 763	55 822	14 257					Non durables	05	
7,3	7,0	5,9	4,9	6,3	2,2							
25 617	26 929	27 392	26 544	106 482	26 350					Services	06	
4,3	4,0	3,2	3,3	3,7	2,9							
17 773	18 135	18 091	17 507	71 506	18 081					Transferts courants	07	
4,6	10,8	9,4	10,0	8,7	1,7							
16 662	17 073	16 996	16 377	67 108	16 923					Aux administrations publiques	08	
4,3	11,3	9,8	10,4	8,9	1,6							
10 210	10 304	11 479	11 280	43 273	11 106					Impôts sur le revenu	09	
7,5	8,3	9,7	4,3	7,4	8,8							
0	0	0	0	0	0					Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès	10	
...	...	...	...	...	...							
5 314	5 481	4 675	4 310	19 780	4 756					Cotisations aux régimes d'assurance sociale	11	
-5,6	16,3	8,6	31,0	10,3	-10,5							
1 138	1 288	842	787	4 055	1 061					Autres	12	
35,0	15,9	18,1	8,0	19,4	-6,8							
787	736	766	799	3 088	826					Aux sociétés	13	
11,6	3,8	3,9	6,4	6,4	5,0							
324	326	329	331	1 310	332					Aux non-résidents du Canada	14	
2,2	1,6	1,5	2,5	1,9	2,5							
2 239	354	856	1 051	4 500	3 019					Épargne personnelle	15	
7,8	-81,3	-55,3	-42,3	-41,6	34,8							
68 936	70 033	70 938	72 038	281 945	71 259					Revenu personnel	16	
4,2	3,4	3,2	3,5	3,6	3,4							
52 274	52 960	53 942	55 661	214 837	54 336					Revenu personnel disponible (ligne 16 moins ligne 08)		
4,1	1,1	1,3	1,6	2,0	3,9							

Tableau 15

Dépenses personnelles en biens et services de consommation par catégorie de dépenses¹, Québec, 2009-2012

	2009					2010				
	I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année
	M\$									
01 Aliments, boissons et tabac	6 572	6 891	7 029	7 041	27 533	6 755	7 094	7 246	7 259	28 354
	6,5	6,7	5,7	3,9	5,7	2,8	2,9	3,1	3,1	3,0
02 Vêtements et chaussures	1 653	2 032	2 050	2 635	8 370	1 743	2 082	2 129	2 780	8 734
	4,6	-0,7	-2,1	-0,4	0,0	5,4	2,5	3,9	5,5	4,3
03 Loyers bruts, combustible et énergie	10 021	9 698	9 634	10 122	39 475	10 207	9 932	10 072	10 567	40 778
	3,4	2,3	0,9	1,5	2,0	1,9	2,4	4,5	4,4	3,3
04 Meubles, accessoires d'ameublement, équipement ménager et entretien du ménage	3 487	3 900	3 976	4 504	15 867	3 685	4 038	4 059	4 599	16 381
	1,8	0,3	-1,2	2,9	1,0	5,7	3,5	2,1	2,1	3,2
05 Soins médicaux et services de santé	2 791	2 928	2 918	2 908	11 545	2 981	3 088	3 033	2 971	12 073
	5,8	6,5	6,2	5,5	6,0	6,8	5,5	3,9	2,2	4,6
06 Transports et communications	7 015	8 166	8 403	7 847	31 431	7 850	8 576	8 770	8 445	33 641
	-8,6	-8,0	-4,1	7,0	-3,7	11,9	5,0	4,4	7,6	7,0
07 Loisirs, divertissement, formation et culture	4 461	4 723	4 884	5 385	19 453	4 583	4 789	5 006	5 587	19 965
	1,4	1,4	0,5	1,0	1,1	2,7	1,4	2,5	3,8	2,6
08 Biens et services personnels	8 331	8 881	9 208	8 860	35 280	8 698	9 301	9 730	9 280	37 009
	0,9	0,4	0,3	1,5	0,8	4,4	4,7	5,7	4,7	4,9
09 Dépenses nettes à l'étranger	568	474	178	343	1 563	612	564	203	414	1 793
10 Biens durables	5 620	6 731	6 802	6 756	25 909	6 274	7 016	6 904	7 061	27 255
	-4,3	-4,5	-0,7	3,3	-1,5	11,6	4,2	1,5	4,5	5,2
11 Biens semi-durables	3 115	3 817	3 894	4 902	15 728	3 275	3 904	3 991	5 075	16 245
	3,1	-0,6	-2,4	0,3	-0,1	5,1	2,3	2,5	3,5	3,3
12 Biens non durables	12 689	12 358	12 273	13 431	50 751	12 999	12 644	12 823	14 069	52 535
	0,0	-0,2	-1,0	3,1	0,5	2,4	2,3	4,5	4,8	3,5
13 Services	23 475	24 787	25 311	24 556	98 129	24 566	25 900	26 530	25 697	102 693
	2,9	2,5	2,2	3,1	2,7	4,6	4,5	4,8	4,6	4,7
14 Dépenses personnelles en biens et services de consommation	44 899	47 693	48 280	49 645	190 517	47 114	49 464	50 248	51 902	198 728
	1,1	0,5	0,6	2,9	1,3	4,9	3,7	4,1	4,5	4,3

1. À chacune des variables, les données de la première ligne correspondent à la valeur de la variable et celles de la deuxième ligne indiquent la variation en pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Source : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

2011					2012						
I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année		
M\$											
6 964	7 254	7 460	7 581	29 259	7 159					Aliments, boissons et tabac	01
3,1	2,3	3,0	4,4	3,2	2,8						
1 708	2 145	2 159	2 813	8 825	1 773					Vêtements et chaussures	02
-2,0	3,0	1,4	1,2	1,0	3,8						
10 899	10 575	10 464	10 820	42 758	11 186					Loyers bruts, combustible et énergie	03
6,8	6,5	3,9	2,4	4,9	2,6						
3 641	4 071	4 104	4 591	16 407	3 757					Meubles, accessoires d'ameuble- ment, équipement ménager et entretien du ménage	04
-1,2	0,8	1,1	-0,2	0,2	3,2					Soins médicaux et services de santé	05
3 086	3 121	3 125	3 143	12 475	3 147						
3,5	1,1	3,0	5,8	3,3	2,0						
8 240	9 213	9 453	8 979	35 885	8 655					Transports et communications	06
5,0	7,4	7,8	6,3	6,7	5,0						
4 598	4 830	5 016	5 571	20 015	4 704					Loisirs, divertissement, formation et culture	07
0,3	0,9	0,2	-0,3	0,3	2,3						
9 110	9 680	9 962	9 549	38 301	9 315					Biens et services personnels	08
4,7	4,1	2,4	2,9	3,5	2,3						
678	655	248	433	2 014	463					Dépenses nettes à l'étranger	09
6 166	7 133	6 983	7 067	27 349	6 293						
-1,7	1,7	1,1	0,1	0,3	2,1					Biens durables	10
3 196	3 951	4 033	5 106	16 286	3 259					Biens semi-durables	11
-2,4	1,2	1,1	0,6	0,3	2,0						
13 945	13 531	13 583	14 763	55 822	14 257					Biens non durables	12
7,3	7,0	5,9	4,9	6,3	2,2						
25 617	26 929	27 392	26 544	106 482	26 350					Services	13
4,3	4,0	3,2	3,3	3,7	2,9						
48 924	51 544	51 991	53 480	205 939	50 159					Dépenses personnelles en biens et services de consommation	14
3,8	4,2	3,5	3,0	3,6	2,5						

Tableau 16
Recettes et dépenses de l'Administration provinciale¹, Québec, 2009-2012

	2009					2010				
	I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année
	M\$									
01 Recettes	18 086	19 738	19 378	21 366	78 568	19 378	21 116	20 756	22 685	83 935
	-3,4	-0,9	-3,1	-0,6	-2,0	7,1	7,0	7,1	6,2	6,8
02 Impôts directs des particuliers et cotisations aux régimes d'assurance sociale	5 761	6 406	6 729	6 034	24 930	5 981	6 758	6 757	6 470	25 966
	-7,2	2,0	-2,5	-3,2	-2,7	3,8	5,5	0,4	7,2	4,2
03 Impôts directs des sociétés et entreprises publiques	1 615	1 238	899	1 152	4 904	1 558	1 347	981	1 048	4 934
	16,9	17,5	2,0	46,0	19,4	-3,5	8,8	9,1	-9,0	0,6
04 Impôts indirects	5 204	6 181	6 289	6 310	23 984	5 307	6 434	6 492	6 623	24 856
	2,7	-1,2	-1,4	0,6	0,0	2,0	4,1	3,2	5,0	3,6
05 Transferts courants des particuliers	672	968	585	580	2 805	721	987	589	607	2 904
	0,1	1,7	-1,0	2,8	1,0	7,3	2,0	0,7	4,7	3,5
06 Revenus de placement	1 401	1 364	1 340	3 553	7 658	1 366	1 359	1 400	3 271	7 396
	-3,2	-11,6	-11,3	-7,3	-8,1	-2,5	-0,4	4,5	-7,9	-3,4
07 Transferts courants de l'Administration fédérale ²	3 414	3 561	3 516	3 717	14 208	4 422	4 208	4 514	4 643	17 787
	-13,1	-6,8	-5,4	-1,9	-6,9	29,5	18,2	28,4	24,9	25,2
08 Transferts courants des administrations locales	19	20	20	20	79	23	23	23	23	92
	-5,0	0,0	0,0	0,0	-1,3	21,1	15,0	15,0	15,0	16,5
09 Dépenses courantes	20 510	21 862	19 536	21 114	83 022	21 459	21 579	20 390	22 459	85 887
	5,4	4,1	2,1	2,5	3,5	4,6	-1,3	4,4	6,4	3,5
10 Dépenses courantes en biens et services	10 226	10 065	10 113	10 363	40 767	10 886	10 491	10 645	10 940	42 962
	8,0	3,6	4,2	3,1	4,7	6,5	4,2	5,3	5,6	5,4
11 Transferts courants aux particuliers	3 338	3 535	3 478	3 662	14 013	3 681	3 603	3 544	3 709	14 537
	5,2	3,8	4,0	5,2	4,6	10,3	1,9	1,9	1,3	3,7
12 Transferts courants aux entreprises	1 461	1 626	1 532	1 511	6 130	1 459	1 466	1 474	1 489	5 888
	8,6	16,1	3,9	6,6	8,7	-0,1	-9,8	-3,8	-1,5	-3,9
13 Transferts à l'Administration fédérale	186	159	156	154	655	144	169	169	165	647
	45,3	-6,5	-8,8	-12,0	1,7	-22,6	6,3	8,3	7,1	-1,2
14 Transferts aux administrations locales	2 366	3 761	1 557	2 710	10 394	2 529	3 025	1 624	3 128	10 306
	2,6	9,6	-1,3	4,7	4,9	6,9	-19,6	4,3	15,4	-0,8
15 Intérêts sur la dette publique	2 933	2 716	2 700	2 714	11 063	2 760	2 825	2 934	3 028	11 547
	-3,7	-5,3	-5,5	-6,3	-5,2	-5,9	4,0	8,7	11,6	4,4
16 Épargne (ligne 01 moins ligne 09)	-2 424	-2 124	-158	252	-4 454	-2 081	-463	366	226	-1 952
Plus:										
17 Provisions pour consommation de capital	875	884	893	903	3 555	940	965	991	1 015	3 911
	13,0	10,8	8,5	7,0	9,8	7,4	9,2	11,0	12,4	10,0
Moins:										
18 Investissement en capital fixe	1 908	1 775	1 931	1 847	7 461	2 211	2 057	2 160	2 066	8 494
	26,4	20,3	20,3	13,7	20,1	15,9	15,9	11,9	11,9	13,8
19 Aides à l'investissement	121	183	132	108	544	239	90	90	91	510
	89,1	51,2	9,1	-10,7	27,4	97,5	-50,8	-31,8	-15,7	-6,3
Égale:										
20 Prêt net	-3 578	-3 198	-1 328	-800	-8 904	-3 591	-1 645	-893	-916	-7 045

- À chacune des variables, les données de la première ligne correspondent à la valeur de la variable et celles de la deuxième ligne indiquent la variation en pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- Depuis l'année financière 2005-2006, le gouvernement du Québec a adopté la comptabilité d'exercice pour les transferts fédéraux au lieu de la comptabilité de caisse. Pour cette raison, les montants des transferts fédéraux en 2005 ne sont pas directement comparables avec ceux de 2004. En conséquence, l'évolution du déficit en 2005 en regard de 2004 doit être interprétée avec prudence.

Source : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

2011					2012					
I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année	
M\$										
21 927	22 740	22 218	23 736	90 621	23 171	Recettes				01
13,2	7,7	7,0	4,6	8,0	5,7					
6 672	6 976	7 373	6 713	27 734	7 183	Impôts directs des particuliers et cotisations aux régimes d'assurance sociale				02
11,6	3,2	9,1	3,8	6,8	7,7					
1 786	1 492	1 368	1 201	5 847	1 880	Impôts directs des sociétés et entreprises publiques				03
14,6	10,8	39,4	14,6	18,5	5,3					
5 924	7 217	6 795	7 062	26 998	6 575	Impôts indirects				04
11,6	12,2	4,7	6,6	8,6	11,0					
1 008	1 166	717	663	3 554	931	Transferts courants des particuliers				05
39,8	18,1	21,7	9,2	22,4	-7,6					
1 405	1 451	1 453	3 346	7 655	1 492	Revenus de placement				06
2,9	6,8	3,8	2,3	3,5	6,2					
5 109	4 415	4 489	4 728	18 741	5 087	Transferts courants de l'Administration fédérale ²				07
15,5	4,9	-0,6	1,8	5,4	-0,4					
23	23	23	23	92	23	Transferts courants des administrations locales				08
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0					
22 370	22 460	21 279	22 978	89 087	22 962	Dépenses courantes				09
4,2	4,1	4,4	2,3	3,7	2,6					
11 206	10 941	11 125	11 147	44 419	11 535	Dépenses courantes en biens et services				10
2,9	4,3	4,5	1,9	3,4	2,9					
3 501	3 661	3 605	3 764	14 531	3 617	Transferts courants aux particuliers				11
-4,9	1,6	1,7	1,5	0,0	3,3					
1 566	1 512	1 527	1 564	6 169	1 541	Transferts courants aux entreprises				12
7,3	3,1	3,6	5,0	4,8	-1,6					
163	176	173	172	684	169	Transferts à l'Administration fédérale				13
13,2	4,1	2,4	4,2	5,7	3,7					
2 877	3 119	1 760	3 174	10 930	2 905	Transferts aux administrations locales				14
13,8	3,1	8,4	1,5	6,1	1,0					
3 057	3 051	3 089	3 157	12 354	3 195	Intérêts sur la dette publique				15
10,8	8,0	5,3	4,3	7,0	4,5					
-443	280	939	758	1 534	209	Épargne (ligne 01 moins ligne 09)				16
						Plus:				
1 031	1 045	1 058	1 072	4 206	1 086	Provisions pour consommation de capital				17
9,7	8,3	6,8	5,6	7,5	5,3					
						Moins:				
2 193	2 041	2 143	2 049	8 426	2 242	Investissement en capital fixe				18
-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	2,2					
91	108	108	108	415	108	Aides à l'investissement				19
-61,9	20,0	20,0	18,7	-18,6	18,7					
						Égale:				
-1 696	-824	-254	-327	-3 101	-1 055	Prêt net				20

Notes méthodologiques

Les données utilisées pour la confection des comptes trimestriels

Les données trimestrielles présentées dans cette publication regroupent trois catégories de données. La première concerne des données directement observées. La deuxième, désignée sous le nom de données dérivées, englobe les données obtenues à partir de méthodologies employées à Statistique Canada pour la confection des comptes trimestriels canadiens et des comptes économiques provinciaux. La dernière catégorie se réfère aux données trimestrialisées, c'est-à-dire les données obtenues à partir de la méthode de trimestrialisation (méthode d'analyse quantitative).

Données observées

Cette publication est réalisée en maximisant l'utilisation des données observées. Ainsi, les valeurs contenues dans les tableaux de la publication proviennent, autant que possible, de données observées sur une base mensuelle ou trimestrielle.

Ces données, produites par Statistique Canada et l'Institut de la statistique du Québec, sont disponibles sous forme de publications officielles, de compilations spéciales, de banques de données, etc. Il s'agit de données exprimées en dollars courants et non désaisonnalisées.

Données dérivées

Les données dérivées sont obtenues à partir de données observées, disponibles sur une base trimestrielle, en appliquant les méthodologies employées à Statistique Canada pour la confection

des comptes trimestriels canadiens et des comptes économiques provinciaux¹. Ces méthodologies se classent en deux groupes.

Un premier groupe consiste à mesurer les variables québécoises selon les méthodes utilisées à Statistique Canada pour mesurer les variables canadiennes correspondantes des comptes nationaux trimestriels. Par exemple, au niveau canadien, le revenu net des agriculteurs est obtenu sur une base trimestrielle en déduisant des revenus bruts des agriculteurs leurs dépenses d'exploitation désagrégées selon diverses composantes. Comme les données correspondantes sont disponibles sur une base trimestrielle pour le Québec, le revenu net des agriculteurs est calculé de la même façon que dans les comptes trimestriels canadiens.

Le deuxième groupe consiste à dériver les variables québécoises en appliquant au niveau trimestriel les méthodes employées par Statistique Canada pour l'estimation des variables correspondantes des comptes économiques provinciaux annuels. Ainsi, les taxes indirectes fédérales perçues au Québec sont obtenues sur une base trimestrielle en appliquant aux taxes fédérales canadiennes correspondantes la même clé de répartition (disponible sur une base trimestrielle) utilisée au niveau annuel pour distribuer les taxes indirectes fédérales canadiennes par province.

Données trimestrialisées

Lorsqu'il n'est pas possible pour une variable particulière d'obtenir des données observées ou dérivées, on utilise la méthode de trimestrialisation. Cette méthode, qui a fait l'objet de développements significatifs au Bureau de la statistique du Québec², consiste à interpoler une variable annuelle à l'aide

-
1. La description de ces méthodologies pour les variables concernées se trouve dans les catalogues 13-603F et 13-213 de Statistique Canada. Les variables obtenues de façon résiduelle sont également comprises dans cette catégorie.
 2. Les premiers travaux de trimestrialisation des Comptes économiques du Québec datent de 1978. À cette époque, plusieurs variantes de la méthode de trimestrialisation avaient été testées pour finalement retenir la méthode dite de Ginsburgh. Au cours des dernières années, de nouveaux développements ont conduit à l'emploi d'une nouvelle méthode de trimestrialisation, dite méthode de Ginsburgh modifiée. À ce sujet, voir : Jacques de Carufel et Sylvain Lizotte, *L'approche économétrique utilisée pour la production de valeurs trimestrielles des comptes économiques du Québec*, Bureau de la statistique du Québec, mai 1982.
 3. Pour des informations détaillées sur les allocateurs utilisés, voir le document *Comptes économiques des revenus et des dépenses, estimations trimestrielles, sources et méthodes : exposé sommaire*, Bureau de la statistique du Québec, mars 1984.

d'un ou plusieurs allocateurs trimestriels ayant une forte corrélation sur une base annuelle avec la variable à trimestrialiser³. L'allocateur choisi sera de préférence une variable trimestrielle québécoise ou alors une variable trimestrielle canadienne.

L'avantage de cette méthode, comparativement à des méthodes d'interpolation purement mathématiques, est la prise en compte directe d'information extérieure en vue de répartir une variable annuelle entre ses différents trimestres. Ainsi, le mouvement trimestriel du ou des allocateurs choisis détermine celui de la variable à trimestrialiser par l'intermédiaire d'une relation que l'on estime par voie de régression. La méthode de trimestrialisation comprend les trois étapes qui suivent.

L'estimation de la relation annuelle

Il s'agit d'estimer une relation entre la variable annuelle à trimestrialiser et les différents allocateurs exprimés sur une base annuelle, ceux-ci étant également disponibles sur une base trimestrielle. La relation est estimée par la technique de la régression en utilisant la méthode des moindres carrés généralisés. Les résultats de la régression sont généralement très significatifs, car les allocateurs choisis représentent une partie importante de la variable à trimestrialiser.

La trimestrialisation des résidus annuels

Les résidus annuels obtenus lors de l'estimation de la relation annuelle doivent être trimestrialisés, c'est-à-dire répartis entre les quatre trimestres de l'année considérée. Il existe plusieurs façons de répartir les résidus annuels; la méthode utilisée tient compte explicitement de l'autocorrélation des erreurs résiduelles.

L'obtention de la variable trimestrialisée

Une fois les résidus trimestriels calculés, les coefficients de la relation annuelle estimée à l'étape 1 sont appliqués aux valeurs trimestrielles des allocateurs et les résidus trimestriels calculés à l'étape 2 sont ajoutés aux résultats pour obtenir la variable trimestrialisée. Cette façon de procéder permet de respecter la contrainte à l'effet que la somme des valeurs trimestrielles soit égale à la valeur annuelle pour chaque année.

Dans le cas où l'on dispose d'allocateurs dont la période d'observation dépasse celle des variables annuelles à trimestrialiser (par exemple, des variables annuelles s'arrêtant en X_t alors que les allocateurs sont disponibles jusqu'au deuxième trimestre de X_{t+1}), il est possible d'effectuer une mise à jour (extrapolation) des variables à trimestrialiser sur les trimestres supplémentaires disponibles pour les allocateurs. La procédure est semblable à celle décrite à l'étape 3. Les coefficients de la relation annuelle sont appliqués aux valeurs supplémentaires disponibles pour les allocateurs, et ensuite les résidus trimestriels y sont additionnés pour les trimestres supplémentaires. Les résidus trimestriels supplémentaires sont calculés de la même façon que les résidus trimestriels dérivés de résidus annuels (voir étape 2).

Les valeurs ainsi calculées pour un trimestre particulier en cours sont sujettes à changement en fonction des révisions qui peuvent être apportées aux allocateurs en cours d'année.

L'importance relative des données utilisées

Un des objectifs de cette publication est de présenter l'évolution conjoncturelle de l'économie du Québec selon le cadre des comptes économiques. L'atteinte de cet objectif est mieux servie par l'utilisation de données observées, dérivées ou trimestrialisées avec des allocateurs québécois, par opposition aux données trimestrialisées avec des allocateurs canadiens.

Le tableau 1 (Produit intérieur brut en termes de revenus) est composé à 71,3 % de données observées, dérivées et trimestrialisées avec des allocateurs québécois, et à 28,7 % de données trimestrialisées avec des allocateurs canadiens, alors que dans le cas du tableau 2 (Produit intérieur brut en termes de dépenses), ces proportions sont de 56,3 % et 43,7 %. Pour le tableau 4 (Provenance du revenu personnel), ces proportions sont de 80,5 % et 19,5 %, alors qu'elles sont de 61,7 % et 38,3 % pour le tableau 5 (Utilisation du revenu personnel).

La désaisonnalisation des données

Introduction

Une série chronologique peut généralement se décomposer selon quatre composantes, soit la tendance (évolution à long terme), le cycle économique (fluctuations à moyen terme autour de la tendance), la saisonnalité (fluctuations régulières infra-annuelles) et finalement, la composante irrégulière (indépendante du temps). Les trois premières composantes constituent la partie déterministe, donc modélisable, tandis que la dernière est la partie aléatoire. Pour l'estimation de chacune de ces composantes, on suppose habituellement que la série originale correspond à la somme de ses composantes (modèle additif) ou au produit de ses composantes (modèle multiplicatif).

Au niveau trimestriel, on peut regrouper les causes de la saisonnalité selon deux grandes catégories : la température et les institutions. Les changements de température, plus particulièrement les saisons, ont des impacts directs sur l'activité de plusieurs secteurs, notamment l'agriculture, la construction (bâtiments et travaux de génie), le transport, le commerce de détail et le tourisme. De même, les facteurs institutionnels, telles les périodes de Noël et de Pâques, les vacances de la construction, etc., exercent une influence sur la production. Ainsi, la température et les institutions influencent, à divers degrés, la production et, par conséquent, l'emploi, les revenus, les prix et les dépenses de consommation, etc.

Dans le cas d'une série présentant des fluctuations saisonnières, des difficultés d'interprétation surgissent en comparant les données d'un trimestre par rapport au trimestre précédent. Une solution parfois envisagée consiste à comparer un trimestre de l'année précédente. Toutefois, une telle comparaison reflète le changement net entre les années plutôt que les changements trimestriels récents. Pour mieux dater les différentes phases d'un cycle économique, il existe un certain consensus visant à utiliser de préférence des données désaisonnalisées. Dans ce cas, l'analyse d'un trimestre s'effectue en le comparant avec le trimestre précédent.

La méthode de désaisonnalisation

La plupart des organismes statistiques estiment la composante saisonnière sur la base de calculs de moyennes mobiles, et ce, en supposant que les composantes de la série suivent un modèle multiplicatif ou additif.

L'Institut de la statistique du Québec utilise la méthode de désaisonnalisation X-12-ARIMA adoptée par Statistique Canada. La méthode de désaisonnalisation X-12-ARIMA est une version améliorée de la méthode de désaisonnalisation X-11-ARMMI⁴. La nouvelle méthode comprend des améliorations qui viennent élargir la fourchette de séries chronologiques économiques qui peuvent être désaisonnalisées de façon appropriée et rehausser la qualité globale des séries désaisonnalisées. Le choix de cette méthode assure une plus grande comparabilité entre les données désaisonnalisées québécoises et canadiennes.

Données désaisonnalisées des comptes économiques trimestriels

Pour la plupart des séries de cette publication, le modèle utilisé pour la désaisonnalisation est de type multiplicatif. La désaisonnalisation s'effectue au niveau le plus détaillé possible et les séries désaisonnalisées publiées sont obtenues par simple sommation. Cette procédure est appelée désaisonnalisation indirecte.

Les totaux annuels de la série désaisonnalisée sont contraints à être égaux à ceux de la série originale. Cette convention facilite l'interprétation des données sans toutefois altérer de façon significative l'évolution des données trimestrielles.

Les tableaux de cette publication présentent les données trimestrielles désaisonnalisées au taux annuel, c'est-à-dire que les données sont multipliées par quatre. Cette méthode de présentation permet, en cours d'année, de déterminer quels seraient les résultats pour l'année entière si le niveau de l'activité observé au cours d'une période donnée (un, deux ou trois trimestres) se maintenait le reste de l'année. Elle permet aussi d'établir des comparaisons directes entre les niveaux d'activité de trimestres donnés et le niveau moyen pour une année particulière.

4. E.B. Dagum, *La méthode de désaisonnalisation X-11-ARMMI/88* : Fondements et guide d'utilisation, Division des séries chronologiques, Recherche et analyse, Statistique Canada, 1988.

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui pour le Québec de demain

Cette publication trimestrielle est produite à partir d'une mise à jour continue des données. Le document est préparé avec les dernières informations disponibles et permet donc une meilleure comparaison des données du Québec avec les chiffres canadiens correspondants.

Cette publication trimestrielle contient des données inédites sur l'évolution des grandes variables comme le produit intérieur brut, les dépenses de consommation en biens et services, les investissements en construction et le commerce extérieur. On y retrouve aussi la rémunération des salariés, les bénéfices des sociétés, les dépenses publiques en biens et services, les transferts aux particuliers, le revenu personnel disponible et autres : le tout est intégré dans le cadre cohérent de la comptabilité nationale.